



## Dans cette édition

Taxe sur les transactions financières	3
Services publics de qualité - Passons à l'action !	4
Une charte pour le bien commun	6
Prix 2011 des syndicats des services publics de l'ISP	7
L'impact social de l'austérité	8
Journée européenne d'action du 30 novembre	10
Nous sommes tous grecs	12
La privatisation de l'énergie au Nigéria	14
Pleins feux sur l'Afrique du Sud	15
Les syndicats de l'ISP ont joué un rôle primordial au moment du printemps arabe	16
Printemps arabe : les voix syndicales	21
Droits syndicaux	22
Promouvoir l'égalité et le travail décent	24
APRECON 2011	26
Avant que le désastre n'arrive...	28



## Internationale des Services Publics

BP 9, 01211 Ferney-Voltaire Cedex, France  
Tél. : +33 4 50 40 64 64  
Fax : +33 4 50 40 73 20  
Courriel : [psi@world-psi.org](mailto:psi@world-psi.org)  
[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)

**Président :** Dave Prentis  
**Secrétaire général :** Peter Waldorff  
**Éditrice :** Teresa Marshall  
**Collaborateurs à la rédaction :** Soren Bech, Rachel Marusek Hermann  
**Coordinatrice de la publication :** Caroline Dodd-Taleb  
**Mise en page :** Jean-Pierre Dauly

Les articles signés expriment les opinions de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement les vues de l'ISP.

**Focus sur les services publics –  
18e année, numéro 1, décembre 2011  
Publié par l'Internationale des Services Publics  
Produit par les syndicats**

ISSN : 1252-6487  
Imprimerie : Imprimerie Brailly  
69230 Saint-Genis-Laval, France  
Imprimé sur papier à base de bois issu de forêts gérées durablement



**Photo en couverture :** Londres, 30 novembre 2011 : Solidarité du syndicat français CGT avec les affiliés de la PSI en grève pour protester contre la réforme des retraites au Royaume-Uni.  
**Photo :** Mac Urata

## Éditorial

# Défendre l'intérêt des peuples



Peter Waldorff  
Secrétaire général de l'ISP

**A**u Moyen-Orient au Midwest américain, de l'Asie à l'Afrique, de l'Europe à l'Amérique du Sud, les syndicats du public et du privé s'unissent comme jamais pour promouvoir la démocratie et les services publics de qualité. Nous collaborons avec un vaste éventail d'alliés, dont des gouvernements locaux et des groupes de la société civile, qui partagent notre vision et notre engagement à construire des économies pérennes dans l'intérêt de toutes et tous.

Rarement le besoin de construire la solidarité et d'agir n'aura-t-il été aussi impérieux dans tous les coins du monde. Jamais la richesse n'aura-t-elle été concentrée en si peu de mains. Et jamais les riches n'auront-ils rendu si peu à la collectivité.

Il est temps de mettre en place des politiques fiscales équitables, dont une taxe internationale sur les transactions financières.

L'espoir, l'avenir et la sécurité des gens ordinaires se construisent sur la durée. Il faut un engagement à long terme, une de la solidarité et des actions locales persévérantes pour soutenir les objectifs mondiaux.

Voilà les défis qu'examineront les affiliés lors de notre prochain Congrès mondial. Fin novembre 2012, nous nous réunirons à Durban, en Afrique du Sud, sous le slogan « Dans l'intérêt des peuples ». Nous échangerons sur nos préoccupations respectives, nous mettrons en évidence les meilleures pratiques et nous établirons des stratégies d'action commune pour nous renforcer mutuellement.

N'oublions jamais que l'union fait la force et que nous sommes nombreux. Ensemble, nous avons le pouvoir dans nos entreprises, dans nos villes, dans nos pays. En pratiquant la solidarité sur nos lieux de vie et de travail, et en nous tendant la main par-delà les frontières, nous pouvons faire du changement positif une réalité.

La campagne du Conseil des Syndicats mondiaux, *Services publics de qualité – Passons à l'action !*, englobe des initiatives locales de l'ISP à Durban (Afrique du Sud) et dans le Wisconsin (États-Unis), entre autres. Ces activités unissent des travailleuses et travailleurs de tous horizons, des syndicalistes du privé comme du public, des gouvernements locaux et des collectifs militants.

L'heure est aux idées nouvelles et à des systèmes économiques réellement démocratiques.

Ensemble, promouvons l'investissement dans des services publics de qualité financés par une fiscalité équitable. Ce n'est pas une vue de l'esprit. Des services publics qualitatifs sont la clé de l'amélioration du quotidien de chacun, partout dans le monde, et la solution pour sortir de cette crise économique inextricable. De quoi construire une société pacifique, équitable, juste, démocratique et durable. ■



Des membres des affiliés des personnels infirmiers et soignants de l'ISP des États-Unis, de Corée, de France, d'Australie et d'Irlande, avec l'acteur britannique et ambassadeur d'Oxfam, Bill Nighy, lors de la conférence de presse du G20.

## Les travailleurs/euses de la santé de l'ISP prescrivent une ordonnance économique aux dirigeant(e)s du G20 : « Appliquez une taxe sur les transactions financières pour remédier aux inégalités dans le monde »

**A** l'occasion du sommet du G20, qui s'est récemment tenu à Cannes, en France, une délégation internationale de membres de l'Internationale des Services Publics du secteur de la santé a expliqué aux dirigeant(e)s du monde qu'il était nécessaire d'instaurer une taxe sur les transactions financières (TTF) afin de sortir l'économie mondiale de cette situation d'urgence.

La grande action médiatique du 3 novembre dernier a été lancée conjointement par l'ISP et notre affilié *National Nurses United* (NNU), en partenariat avec la Confédération syndicale internationale et deux partenaires de la société civile : Oxfam et le Fonds mondial pour la nature (WWF). Des affiliés de l'ISP venant de France, des États-Unis, de Corée du Sud et d'Australie ont également participé à cette action. (Pour visionner la vidéo, rendez-vous sur [www.world-psi.org](http://www.world-psi.org))

Militant en première ligne en faveur d'une « Taxe sur Wall Street » aux États-Unis, le NNU a également organisé un rassemblement de plus de 2.000 infirmières et infirmiers devant la Maison Blanche et le département du Trésor, à Washington DC. A Los Angeles, les infirmières et infirmiers ont manifesté en plein cœur du quartier financier de la ville. A San Francisco, les syndicats et les groupes communautaires ont rejoint la *California Nurses Association*, un affilié du NNU, lors de différents rassemblements devant les bureaux de banques et la Fed, la Banque centrale américaine.

« Les taxes ne sont pas une punition. Nous les percevons dans le but de soutenir les services publics », a souligné Peter Waldorff, Secrétaire général de l'ISP. « Si vous vous souciez du fossé entre les riches et les pauvres, apportez alors votre soutien à la taxe sur les transactions financières. »

Du Brésil à l'Afrique du Sud, les affiliés de l'ISP appuient l'appel du mouvement syndical mondial visant à faire adopter une taxe sur les transactions financières ou « taxe Robin des

Bois » qui permettrait de dégager, chaque année, des centaines de milliards de dollars pour guérir les économies, promouvoir le développement durable et la sécurité environnementale et financer les services publics de qualité.

Cependant, malgré l'adhésion au concept de la taxe Robin des Bois apportée par le conseiller auprès du G20 Bill Gates, et la reconnaissance du potentiel d'une taxe sur les transactions financières lors de ce Sommet, le G20 n'est pas parvenu à proposer des mesures internationales efficaces à cet égard.

« Je suis extrêmement fière des infirmières et infirmiers du monde entier, de leur plaidoyer mondial en faveur de leurs patient(e)s comme de la société toute entière », a déclaré Rose Ann DeMoro, Directrice exécutive du NNU, lors de la conférence de presse organisée à Cannes.

« Les infirmiers/ères n'abandonnent jamais personne et nous n'abandonnerons jamais cette cause. »

Récemment, le NNU a mené plusieurs actions liées à cette campagne, notamment une manifestation de 1.000 infirmiers/ères sur Wall Street en juin dernier, ainsi que des actions organisées à travers les États-Unis le 1er septembre dernier, préalablement au mouvement *Occupons Wall Street*, qui se répand à présent dans le monde entier. Malgré les nombreuses arrestations et des cas de harcèlement policier dans plusieurs villes américaines, les membres du NNU sont restés à leur poste, en offrant les soins de santé aux participant(e)s du mouvement *Occupons Wall Street* aux quatre coins des États-Unis. Ce mouvement appelle en priorité à une taxe sur les transactions financières au niveau international.

La campagne *Services publics de qualité – Passons à l'action !* du Conseil des syndicats mondiaux met également en lumière la nécessité d'instaurer une TTF dans le cadre d'une fiscalité équitable indispensable pour garantir des services publics pour tous et toutes. ■

# Services Publics de Qualité



Des centaines de syndicalistes aux côtés du Secrétaire général, Peter Waldorff, pour manifester dans les rues de Durban, Afrique du Sud.

Le coup d'envoi de la campagne phare du Conseil des Syndicats mondiaux, *Services publics de qualité - Passons à l'action !*, a été donné le 23 juin 2011, Journée internationale des services publics. L'ISP joue un rôle moteur en matière de coordination – notamment pour le lancement de la campagne, la conception des supports et le site [www.QPSActionNow.org](http://www.QPSActionNow.org).

Des initiatives locales associant des syndicats du public et du privé, des organisations de la société civile et des gouvernements locaux se sont déroulées le 23 juin en Afrique du Sud, en Thaïlande, à Hong Kong, aux États-Unis, en Bolivie, en Colombie, en Équateur, au Pérou, au Venezuela, en Inde, à Fidji, au Japon, au Liban, en Bulgarie, en Lituanie, en Ukraine, au Maroc, à Maurice, en Éthiopie, au Ghana, en Russie, en Ouganda, en Espagne, en Irlande et aux Pays-Bas.

Dans une déclaration conjointe, la Fédération syndicale européenne des services publics, la Fédération européenne des travailleurs des transports, le Comité syndical européen de l'éducation, UNI Europa, syndicat européen des services, et la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois ont appuyé la campagne SPQ.

Des représentant(e)s du Centre de solidarité de l'AFL-CIO, de l'AFL-CIO Michigan, de l'*American Federation of Teachers* et de l'*American Federation of Government Employees* ont publié une déclaration de solidarité avec cette campagne, au cours de rencontres avec des syndicats en Tunisie, en Algérie, en Égypte et en Palestine.

Fait notable, la campagne SPQ a été associée au mouvement international appelant à une taxe sur les transactions financières. Les maires de Nantes et de Bruxelles ont apporté leur soutien à la campagne (FSESP-ISP, Maires Nantes et Bruxelles – Taxe transactions financières).

En juin et en septembre, l'affilié de l'ISP *National Nurses United* a organisé des actions partout aux États-Unis pour réclamer une « taxe sur Wall Street » afin de financer une santé publique de qualité. L'ISP a collaboré avec la CSI et d'autres grands groupes de la société civile pour qu'une délégation internationale de personnels de santé de l'ISP fasse entendre les revendications du mouvement syndical en faveur d'une taxe sur les transactions financières au sommet du G20 à Cannes début novembre.

De nombreux syndicats et organisations de la société civile ont signé la Charte sur les services publics de qualité.

## Wisconsin, États-Unis

L'ISP a été invitée par l'*American Federation of Teachers* à collaborer avec les affiliés sur une campagne SPQ dans l'État du Wisconsin, dont le nouveau gouverneur lance un haro sur les services publics et le droit à la négociation collective pour offrir des cadeaux fiscaux aux entreprises.

« Cette offensive participe du vaste dessein de réduire les travailleuses et travailleurs à des figurants impuissants et dociles, et de saper l'intérêt général des services publics » ont déclaré Peter Waldorff et Ambet Yuson, respectivement président et vice-président du Conseil des Syndicats mondiaux, dans un communiqué commun exprimant l'engagement du Conseil à soutenir les fonctionnaires du Wisconsin.

« Inverser cette tendance ne constitue pas un défi local, ni même national. Les syndicats du monde entier et leurs alliés agissent ensemble, avec la même détermination, pour défendre les droits humains et syndicaux, promouvoir la croissance des syndicats et favoriser des services publics de qualité dans l'intérêt de toutes et tous. Nous soutenons pleinement cette campagne. »

# NS À L'ACTION !



Richard Hambloch



Jessie Reader

Les affiliés du Wisconsin et leurs sympathisants occupent l'assemblée législative de cet État en février dernier.

Nos affiliés canadiens NUPGE et SCFP ont chacun proposé de détacher l'un des membres de leur personnel pour une mission de trois mois sur la campagne de l'ISP au Wisconsin, ce qui permettra de rattacher la campagne SPQ mondiale aux initiatives des affiliés locaux (AFT, SEIU, AFSCME, AFPGE, NNU) et de leurs alliés pour soutenir la stratégie de création de réseaux, de mobilisation, de recherche et de campagne.

## Municipalité eThekweni (Durban), Afrique du Sud

Autre grand site pilote de la campagne : eThekweni (Durban), Afrique du Sud, où aura lieu notre Congrès mondial en 2012. D'autres syndicats mondiaux comme la Fédération internationale des ouvriers du transport, l'Internationale de l'éducation et l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois soutiennent cette campagne par le biais de leurs affiliés locaux. L'ISP a fait appel à un coordinateur local et créé un groupe de travail composé de quatre membres représentant les syndicats, la municipalité et la société civile. La campagne a pour priorités d'améliorer les services, d'enrayer la corruption liée à la privatisation, de créer des emplois au travers de projets de formation locaux et de soutenir le Programme national de développement communautaire intégré.

En Irlande, en Espagne et en Ukraine, d'autres affiliés de l'ISP mènent aussi des actions locales s'inscrivant dans le cadre de la campagne mondiale.

En outre, l'ISP a commandé au PSIRU (Université de Greenwich) des rapports sur les restrictions budgétaires dans les services publics de 30 pays. Voir l'article « Cuts Watch » sur [www.psiru.org](http://www.psiru.org)

## Campagnes SPQ des Syndicats mondiaux

La Fédération internationale des ouvriers du transport a fait appel à un coordinateur local pour sa campagne SPQ pilote en Thaïlande, axée sur l'amélioration des services et de la sécurité ferroviaires et la mise en place de solutions publiques de qualité pour contrer la privatisation. Les Syndicats mondiaux ont répondu à l'appel lancé par l'ITF en août, et écrit au gouvernement thaïlandais pour dénoncer la décision judiciaire de licencier sept cheminots syndicalistes.

L'Internationale de l'éducation a lancé sa campagne SPQ lors de son Congrès tenu au Cap, en Afrique du Sud. L'initiative « Bring a Book » vise à rassembler suffisamment de livres pour ouvrir de nouvelles bibliothèques, et rappelle que près de 70% des écoles du pays ne possèdent pas de bibliothèques dignes de ce nom.

L'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois s'emploie à nouer un partenariat SPQ sur les villes durables avec ONU-Habitat. ■

*Teresa Marshall, Coordinatrice des communications*

# Une charte pour le bien commun



Démocratie réelle : vote lors du rassemblement des Indignés en Espagne, le 15 juin.

Le 24 janvier 2011, le Conseil des Syndicats mondiaux a adopté la Charte de Genève sur les services publics de qualité.

Il est déclaré dans celle-ci que « Des services publics de qualité accessibles à toutes et à tous améliorent la qualité de vie et sont indispensables à la création de sociétés équitables, prospères et démocratiques ».

Les services sont « publics » quand ils servent la collectivité plutôt que des intérêts particuliers ou individuels, et doivent répondre efficacement aux besoins des personnes.

*Servir la collectivité plutôt que des intérêts particuliers ou individuels.*

Les Syndicats mondiaux – dont on estime qu'ils représentent 200 millions de personnels privés et publics – réclament un agenda mondial pour des services publics de qualité qui soient synonymes de justice sociale, de développement durable, d'équité et de meilleure qualité de vie pour toutes et tous. Cet agenda comprend :

- un engagement envers le droit de l'ensemble des personnes à des services publics universels sur le plan de leur portée et de leur disponibilité, indépendamment du contexte socio-économique ou de la situation géographique, et propices à l'égalité et à l'équité entre hommes et femmes.
- une reconnaissance du fait que, dans les économies en développement, émergentes et industrialisées, les services publics de qualité sont indispensables à une croissance économique durable et à une répartition équitable des bénéfices de la croissance.
- l'adoption de politiques et stratégies de développement humain répondant aux besoins fondamentaux que sont l'eau, la nourriture, l'énergie et le logement ; permettant un accès universel à l'éducation, à la santé, aux moyens de communication, au transport et à la pluralité de l'information ; préservant la diversité et la liberté culturelles ; et

garantissant le droit au travail décent.

- une administration de qualité, transparente et exempte de corruption, au service d'une société pluraliste et ouverte.

La Charte engage les syndicats du monde entier à réclamer des ressources publiques adéquates et un engagement d'investissement dans l'avenir des personnes et des collectivités.

La philanthropie ne remplace pas une taxation équitable et raisonnable des entreprises et des particuliers. La Charte propose de soutenir les pays à faibles revenus sur la voie du développement durable au travers de sources novatrices de financement, notamment une taxe sur les transactions financières.

« Aujourd'hui plus que jamais, les peuples du monde entier doivent s'unir pour préserver l'avenir de la planète, dans un nouveau contexte de décence, de changement et d'espoir. Ils y parviendront quand ils puiseront leur inspiration dans la conviction que les services publics de qualité sont source de qualité de vie » conclut la Charte. ■



## et ce qu'une infime partie de leur fortune permettrait d'accomplir

Les classes les plus aisées de la planète ont vu leur fortune augmenter de 10 pour cent en 2010, et de près de 20 pour cent en 2009. La crise est maintenant bien loin. Leurs biens sont évalués à 42,7 billions de dollars – 5% de plus qu'en 2007. Soit bien plus que la dette cumulée de tous les pays du monde.

Cette richesse colossale est détenue par moins de 11 millions de personnes – environ 0,15 pour cent de la population mondiale. Les riches tentent par tous les moyens de payer le moins d'impôts possible, aidés en cela par leurs comptables et conseillers fiscaux. S'ils payaient un peu plus d'impôts sur leur fortune, le résultat serait spectaculaire pour les pays en crise. Si les riches d'Europe versaient une taxe exceptionnelle de 24 pour cent, la dette des 27 pays chuterait à une moyenne de 60%, objectif arbitrairement fixé par l'UE. S'ils proposaient de verser une taxe exceptionnelle de seulement 14 pour cent, ils pourraient rembourser la totalité de la dette nationale de la Grèce, du Portugal, de l'Islande et de l'Espagne.

Une taxe annuelle d'à peine 5 pour cent sur ces richesses européennes réduirait tous les déficits à l'objectif de 3 pour cent du PIB fixé par l'UE. Aux États-Unis, rien qu'un impôt annuel sur la fortune d'1 pour cent suffirait à combler le déficit budgétaire de chaque État. ■



Les responsables du *Health Services Workers Union of Ghana*, lors de la remise du prix de l'ISP : le Secrétaire général Abu Kuntulo, le Président national Richard Yeboah, le Secrétaire général adjoint Reynolds Tenkorang, la deuxième Vice-présidente Edith Abutiata, et le premier administrateur national Amoako Attah.

A l'occasion de la Journée mondiale des services publics, le 23 juin 2011, l'Internationale des services publics, qui fait partie des fédérations syndicales internationales, a annoncé que le Prix des syndicats des services publics de l'ISP était décerné, cette deuxième année, au HSWU (*Health Services Workers' Union of Ghana*, syndicat des personnels des services de santé du Ghana).

Petit syndicat au grand cœur et comptant de belles réussites à son actif, le HSWU est vraiment un syndicat exemplaire qui défend les services publics de santé de qualité en luttant en faveur du travail décent et en promouvant les droits syndicaux de tous les travailleurs/euses de la santé. Parmi les effets directs, il est à noter que les personnels de santé qualifiés éprouvent moins le besoin de quitter leur pays pour trouver un travail décent à l'étranger et que la qualité des services publics de santé du Ghana s'est améliorée.

Le HSWU se présente comme un promoteur des services de santé au Ghana et en Afrique de l'Ouest. Le syndicat participe à d'importantes actions de solidarité, facilite le travail en réseau et fournit une assistance à des syndicats du même type qui manquent de ressources dans les pays voisins. Le HSWU a créé et fait vivre un réseau de syndicats du secteur de la santé en Afrique de l'Ouest (*West Africa Health Sector Union Network*). Le HSWU publie également un bulletin d'information sur la santé destiné aux personnels de santé et au public.

Le HSWU a réalisé un travail important sur les problèmes liés à la migration. L'Organisation mondiale de

la santé a placé le Ghana sur la liste des pays confrontés à une crise des ressources humaines dans le domaine de la santé. En obtenant des droits pour les personnels de santé et en améliorant leurs conditions de travail, ce syndicat a contribué à réduire le nombre de travailleurs/euses qualifiés qui quittent le pays.

Le HSWU, en collaboration avec un syndicat ghanéen d'infirmières (*Ghana Registered Nurses Association*), a élaboré un dossier d'information à l'intention des migrant(e)s potentiels du secteur de la santé pour les informer sur les réalités de la migration dans d'autres pays et aussi pour soutenir les personnels de santé qui ont choisi de partir.

Le HSWU a travaillé en étroite collaboration avec ce syndicat d'infirmières sur une campagne dénommée *Health Care Workers Are Not for Sale* (les personnels de santé ne sont pas à vendre) pour défendre les services de santé de qualité au Ghana, obtenir des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail pour les personnels de santé.

Le HSWU, en partenariat avec d'autres syndicats et des associations de personnels de santé, a formé un groupe de personnels de santé (*Health Workers Group*) qui a joué un rôle indispensable dans l'évaluation des emplois et les négociations de salaire avec le gouvernement pendant plusieurs années. L'engagement actif et acharné dont ils ont fait preuve pour défendre les intérêts de leurs membres, qui représentent 95% de la main-d'œuvre de santé du Ghana, a permis récemment d'obtenir une hausse des salaires pour tous les personnels de santé. ■



Manifestation des Indignés, Espagne, 19 juin.



Manifestation contre l'austérité, Lisbonne, Portugal, 30 novembre.

## L'impact social de l'austérité

Tous les programmes d'austérité prévoient d'entailler les services et budgets publics. Ces mesures frappent de plein fouet les classes défavorisées et vulnérables, comme en attestent les preuves recueillies par des ONG et d'autres collectifs. Ces preuves sont tout particulièrement importantes car la plupart des gouvernements n'évaluent pas l'impact social de leurs politiques.

Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies déclare d'ailleurs qu'une « pression accrue en faveur de mesures d'austérité, pour de prétendues raisons de consolidation fiscale, fragilisent la protection sociale, la santé publique et l'éducation, ainsi que la relance économique. » Et de mettre en garde : « Les politiques économiques dont on ne mesure pas les conséquences sociales ont souvent un impact désastreux sur la pauvreté, l'emploi, la nutrition, la santé et l'éducation, avec des conséquences négatives pour la croissance économique à long terme.... Il est essentiel que les gouvernements prennent compte des implications sociales de leurs politiques économiques. »

Une enquête menée dans 17 pays par le Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a constaté que les mesures d'austérité touchent avant tout les jeunes et les classes défavorisées et vulnérables, dont les professions peu qualifiées, les migrants et les minorités ethniques. Les groupes qui sont déjà les plus durement touchés par la crise économique se voient une nouvelle fois fragilisés par le resserrement des conditions à remplir pour obtenir une aide sociale ou des indemnités de chômage, avec un « ciblage » plus strict des aides au logement et des allocations familiales.

Les suppressions délibérées de postes dans la fonction publique et le report de l'âge de la retraite noircissent l'horizon

pour les jeunes à la recherche d'un emploi. En septembre 2010, le taux de chômage des jeunes dans l'UE dépassait les 20%, deux fois plus que le taux général. Dans certains pays, il était encore plus élevé : plus de 37% en Estonie et 42% en Espagne.

Le résultat ? Un chômage endémique, l'endettement, la pauvreté et les inégalités.

En Espagne, 19,5% de la population vit sous le seuil de pauvreté. On compte plus d'1,5 million de foyers sans adultes actifs, dont les enfants font les frais de restrictions alimentaires, vestimentaires et récréatives.

En Hongrie, près de 100 000 personnes sont considérées comme clients « instables », à savoir incapables de rembourser leurs emprunts aux banques.

En Roumanie, le nouveau programme d'austérité prévoit de réduire de 25% les allocations de garde d'enfants, de supprimer les prestations pour les jeunes parents et de geler les aides aux parents célibataires.

En Irlande du Nord et au Royaume-Uni, un remarquable système de santé et d'aide sociale unique en son genre sera probablement démantelé. Les propositions actuelles promettent de conserver l'élément santé, mais de réduire les prêts sociaux qui financent de nombreux services indispensables aux familles et enfants vulnérables.

Les réductions budgétaires ont des effets similaires aux États-Unis. Une enquête du *Center for Budget and Policy Priorities* révèle qu'une majorité d'États ont sacrifié dans la santé, les services aux personnes âgées et handicapées et l'éducation. Par exemple, l'État de Washington prévoit de réduire l'aide à 28 000 personnes en incapacité physique ou mentale de travailler. Et ces réductions auraient été bien plus draconiennes encore sans l'intervention du gouvernement fédéral. ■

# L'œil sur la crise

Voici, en quelques chiffres, les conséquences économiques de la crise financière dans trois pays – la Grèce, la Russie et les États-Unis.

	GRÈCE	RUSSIE	ÉTATS-UNIS
<b>Produit intérieur brut:</b>			
en 2009	-2.0%	-7.8%	-2.6%
en 2010	-4.5%		
en 2011	-3.8%		
<b>Plan de relance (% du PIB)</b>		4.5%	1.8%
<b>Aide aux banques (% du PIB)</b>	5%	7.7%	23%
<b>Mesures d'austérité (% du PIB)</b>	-15.4%	-3.7%	Gouvernement fédéral : 0% États : -7,6% .
<b>Exigences du FMI (% du PIB en 2030)</b>	Plus de réductions, à hauteur d'encore 14%.	Plus de réductions, à hauteur d'encore 7,5%.	Plus de réductions, à hauteur d'encore 17,5%.
<b>Suppressions d'emplois publics</b>	-157,038	-93,000	-535,000
<b>Réductions salariales dans la fonction publique</b>	-21.3%	Non. Fortes augmentations des salaires réels dans la santé et l'éducation, 2011-12.	Quelques États coupent dans les salaires, les retraites, la santé et la négociation collective. Gel des salaires fédéraux 2010-12.
<b>Coupes dans le budget santé</b>	-7% globalement.	Non. Budgets supplémentaires annoncés.	Amélioration de la couverture nationale, mais réductions imposées au niveau des États.
<b>Coupes dans les retraites</b>		Non. Augmentation des retraites dans le cadre du plan de relance 2009.	
d'ici 2020	-25%		
d'ici 2060	-33%		
<b>Âge minimum de départ à la retraite</b>	Passera de 55 à 65 ans.		Retraite repoussée à 67 ans.
<b>Privatisation</b>	50 milliards d'euros de cession d'actifs au privé, sur ordre de l'UE, pour rembourser les banques.	Privatisations partielles annoncées en 2010 ; externalisation continue des services publics.	Externalisation et PPP dans certains États.
<b>Réductions budgétaires municipales, régionales, nationales</b>	-7% globalement.	Non. Reprise de l'embauche dans le secteur municipal en 2010.	Coupes claires dans presque tous les États.

Plus de rapports nationaux par David Hall, Directeur du PSIRU à l'Université de Greenwich : [www.psiru.org/cutswatch](http://www.psiru.org/cutswatch).

# Journée européenne d'



Manifestation des affiliés de l'ISP à Lisbonne, Portugal.



Manifestation CGT à Paris, France.



Manifestation de solidarité de membres d'affiliés de l'ISP, notamment SEIU et NNU, à Washington.



Manifestation de solidarité des affiliés américains à Los Angeles.

Le Comité exécutif de la Fédération syndicale européenne des services publics (ISP/FSESP) a coordonné une Journée européenne d'action conjointe contre les mesures d'austérité et en soutien à une « Europe sociale ». Cette date coïncidait avec des réunions du Conseil des ministres des Finances et de l'Emploi de la Communauté européenne, à Bruxelles, et avec le début de la grève des syndicats du secteur public britannique au sujet des retraites.

Furieux contre l'incapacité des dirigeant(e)s européens à trouver une solution à la crise et s'inspirant d'une série d'actions nationales organisées par des travailleurs/euses du secteur public en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie et dans d'autres pays, les membres de l'ISP/FSESP ont protesté contre les mesures d'austérité radicales, qui se traduisent par des attaques contre les droits syndicaux et les droits liés à la négociation collective, les réductions de personnel, la baisse des salaires et des retraites, ainsi que la diminution des services publics pour les citoyen(ne)s.

Carola Fischbach-Pyttel, la Secrétaire générale de la FSESP, rappelle que les syndicats européens des services publics rejettent l'approche « Catastroika » du Fonds monétaire international, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne, qui demandent toujours plus de réductions des dépenses publiques.

La mobilisation des syndicats se traduit par des grèves générales dans le secteur public, des journées

# action du 30 novembre



Des millions de membres de nos affiliés britanniques protestent contre la réforme des retraites. Manifestation à Londres, Royaume-Uni.

nationales d'action ainsi que des grands rassemblements et des manifestations devant les bureaux de l'UE et les banques.

Les syndicats grecs protestent contre les mesures d'austérité

La confédération de la fonction publique ADEDY, aux côtés d'autres syndicats, maintient ses actions de protestation et de grève contre les mesures d'austérité imposées à la Grèce. De nouvelles mesures, annoncées récemment, pourraient entraîner la suppression de 20.000 postes dans le secteur public ou, du moins, des réductions supplémentaires en termes de salaire, de retraite anticipée ou de travail à temps partiel.

## Grève des syndicats britanniques au sujet de la baisse des retraites

Au Royaume-Uni, les syndicats affiliés à l'ISP ont travaillé d'arrache-pied pour soutenir l'action revendicative coordonnée du 30 novembre, en protestation contre l'incapacité du gouvernement à mener des négociations satisfaisantes autour des modifications des retraites et contre ses projets de baisse des retraites pour des millions d'employé(e)s du secteur public.

Les membres des syndicats *Public and Commercial Services Union*, UNISON, GMB, Unite, Prospect et les cadres supérieurs du FDA sont tous concernés. Environ trois millions de travailleurs/euses ont participé à la grève du 30 novembre.

UNISON a signalé que, suite au scrutin rassemblant ses 1,1 million de membres, presque 80% des votants se sont prononcés en faveur d'une action revendicative. Les membres du secteur public de UNITE et Prospect ont voté à 75 % pour la grève ; les membres du FDA souhaitaient une action revendicative à 81% et une majorité des membres votants du PCS et GMB ont également soutenu la grève.

Les projets du gouvernement prévoient une augmentation des contributions de retraite de la part des travailleurs/euses – s'élevant à 50% dans certains cas – ainsi qu'une réduction des prestations de retraite et le recul de l'âge auquel les travailleurs/euses peuvent percevoir leur retraite. Ces mesures s'ajoutent au gel des salaires imposé à de nombreux membres depuis deux ans.

Les syndicats cherchent par ailleurs un recours en révision judiciaire pour les actions du gouvernement.

## Non à la privatisation des services fiscaux

Suite à un scrutin des membres du syndicat *Public and Commercial Services*, plus de 21.000 employé(e)s du centre d'appel des recettes et des droits de douane envisageraient une grève pour protester contre les projets permettant aux entreprises privées de répondre aux demandes de renseignements des contribuables britanniques. Parmi les suffrages exprimés, 86% des employé(e)s se sont prononcés en faveur de la grève ou d'autres actions revendicatives. ■



Manifestation ISP-FSESP à Rome, Italie.

# Nous sommes tous **grecs**

**P**artout en Europe, les mouvements populaires prennent de l'ampleur et internationalisent leur action pour faire front commun contre l'austérité.

Des manifestations ont été organisées simultanément dans plusieurs pays européens le 15 octobre, ainsi que les 3 et 4 novembre lors du G20 de Cannes.

Alors que les Grecs se mettent en grève, manifestent contre les coupes sauvages dans l'emploi et les retraites et refusent de payer des taxes d'urgence, les syndicats et collectifs d'autres pays affûtent également leurs armes.

Tous les pays sont différents, mais tous les programmes d'austérité semblent avoir un point commun : transférer durablement les richesses du public au privé, du peuple aux banques, des pauvres aux riches.

« Nous devons créer une mobilisation commune, un dessein commun » a déclaré l'activiste Max Banc, de la branche allemande du groupe de pression Attac, lors d'une conférence européenne de la Coalition de la résistance, à Londres, en octobre – à laquelle ont assisté près de 600 activistes, syndicalistes et universitaires de toute l'Europe.

À entendre la classe politique européenne et les médias, on pourrait croire que la « troïka » – l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale

## « Nous devons créer une mobilisation commune, un dessein commun »

européenne – tente réellement de sauver l'économie grecque, alors qu'en fait elle ne cherche qu'à recapitaliser les banques européennes exposées à la dette grecque et à protéger l'euro.

Les plans de sauvetage mis au point par ces institutions, non seulement étrangent la population, mais pourraient aussi aboutir à un démembrement du patrimoine national grec, lequel serait bradé au secteur privé, notamment, comme on peut le supposer, à ces mêmes banques et spéculateurs à l'origine de la crise financière de 2008, laquelle est la cause de tous les maux d'aujourd'hui.

Mais il reste une lueur d'espoir. Le



L'affilié de l'ISP, ADEDY, aux avant-postes de plus d'une douzaine de grèves générales dernièrement en Grèce.

mouvement d'audit citoyen de la dette, qui a vu le jour en Grèce et en Irlande, prend de l'ampleur. Des initiatives bourgeoises en France et au Portugal. Ces « auditeurs citoyens » mènent l'enquête : qui s'est approprié la dette publique ? À quoi a servi l'argent ? Et à qui doit-on des fonds ?

Les autorités grecques tentent maintenant d'extorquer des taxes aux plus bas revenus. Les retraites sont déjà rabotées de 20 à 30%, les réductions salariales de 20% sont monnaie courante, et 30% des fonctionnaires pourraient perdre leur emploi. Une taxe sur la valeur ajoutée est imposée sur tous les produits alimentaires, et s'élève à 20% sur le pain. Mais les recettes fiscales s'amenuisent, parce que l'économie va mal, parce que le chômage augmente, et parce que les fonctionnaires sont des contribuables.

Si les nantis qui éludent l'impôt sont relativement préservés, les salaires de misère deviennent la norme, et le taux de suicide a augmenté de 41%, comme le révélait récemment la revue médicale britannique The Lancet.

« Cela ne me dérangerait pas de payer l'impôt exceptionnel de 1300 euros qu'on me réclame si c'était pour le bien de mon pays », explique une jeune Athénienne. « Mais où l'argent ira-t-il ? ».

Ceux qui ont à y gagner, ce sont les prêteurs, qui facturent des taux d'intérêt astronomiques, et les spéculateurs et autres vautours qui guettent le démembrement de la Grèce, le pays étant forcé de vendre ses actifs publics ou même, comme il l'a été suggéré, ses îles.

Quelle est la solution ? Rares sont ceux qui se hasardent à l'exercice. Mais voilà à quoi pourrait ressembler un agenda progressiste européen : des banques placées sous contrôle démocratique et réglementées – idem pour le secteur financier au sens large ; une fiscalité plus élevée avec suppression des niches fiscales et augmentation des impôts sur la fortune et des sociétés ; une renonciation aux dettes illégitimes et une restructuration ou remise des autres ; et pour finir, un rappel aux gouvernements et à l'Union européenne : c'est aux peuples européens qu'ils se doivent, pas aux institutions financières. ■

Extrait d'un article de Vanessa Baird, du magazine *New Internationalist*  
[www.newint.org](http://www.newint.org)

# Entre mesures d'austérité et révolutions populaires, qu'en est-il des femmes ?

Les retombées de la crise financière mondiale servent d'excuse toute trouvée pour venir à bout du militantisme syndical. Les femmes sont les premières touchées, indique un rapport du Secrétariat de l'ISP à l'intention du Comité mondial des femmes.

Les mesures d'austérité servent non seulement à accélérer les privatisations, à réduire les dépenses publiques et à affaiblir l'État, mais aussi à pratiquement éradiquer le dialogue social et la négociation collective dans les services publics.

Le rapport brosse un aperçu de ces mesures d'austérité – qui entravent la croissance économique plus qu'elles ne l'encouragent – et de leur impact sur les femmes.

## Royaume-Uni

Une enquête du *Trade Union Congress* démontre que les réductions mises en place ont des répercussions majeures sur l'emploi des femmes, leur accès au marché du travail, leurs retraites et leur part de responsabilités familiales non rémunérées. Les femmes sont majoritaires dans les services publics. Le Royaume-Uni enregistre aujourd'hui son taux de chômage des femmes le plus élevé depuis 23 ans. Un million de jeunes sont exclus du marché du travail.

## États-Unis

Aux États-Unis, une législation régressive supprimant la négociation collective dans beaucoup d'États a été qualifiée de « trait tiré rageusement sur toute l'histoire du syndicalisme féminin ». Les femmes occupaient 79% des 327 000 postes publics supprimés entre juillet 2009 et février 2011.

## Australie

La Nouvelle-Galles du Sud se livre à une offensive législative et à des coupes similaires – avec, entre autres conséquences, le risque de mettre à mal la campagne d'équité salariale des affiliés de l'ISP. Cependant, *Fair Work Australia*, tribunal national des relations professionnelles, a reconnu que les personnels sociaux et de proximité ont droit à l'équité salariale, étape importante pour ces effectifs généralement peu considérés.

## Fidji

Aux côtés d'autres syndicats mondiaux, l'ISP a dénoncé vigoureusement les décrets antisyndicaux promulgués par



« Révolution pour le peuple – les voleurs doivent partir », 21 janvier 2011, Tunisie.

le régime, qui rayeront littéralement de la carte les syndicats démocratiques et indépendants. La *Fiji Nursing Association* déplore, par exemple, une perte de 98% de ses recettes d'affiliation du fait de la suppression de la retenue des cotisations syndicales.

## Botswana

Le gouvernement a riposté à une grève de deux mois en licenciant plus de 2000 personnels, majoritairement féminins. Ces femmes étaient souvent la principale source de revenus de leur foyer.

## Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les soulèvements populaires ont été source d'espoir et d'inspiration pour le mouvement syndical partout dans le monde. Ils constituaient l'aboutissement de plus d'une décennie de mobilisation croissante des travailleurs(euses) et des organisations de la société civile face à la dégradation des conditions de vie et à la restriction des libertés individuelles et des droits syndicaux. Des syndicats indépendants – dont les affiliés de l'ISP en Égypte, en Algérie et en Tunisie – ont été en première ligne et continuent de jouer un rôle essentiel aujourd'hui.

Le Printemps arabe a hissé la question de l'autonomisation et de l'émancipation des femmes en tête des priorités, mais la route est encore longue. En Égypte,

des groupes de femmes et de syndicats réclament que l'égalité des droits des femmes soit inscrite dans la constitution, en vain. D'ailleurs, les amendements constitutionnels décrétés par le Conseil suprême des forces armées ne font aucunement mention de l'égalité entre hommes et femmes.

Quelques lueurs d'espoir pointent cependant à l'horizon. En Tunisie, les femmes ont mené une campagne très réussie pour obtenir la parité hommes-femmes des candidatures à l'élection de l'assemblée nationale constituante. Et la Tunisie vient d'annoncer qu'elle retirera ses principales réserves vis-à-vis de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). ■

*Chidi King, Chargée des questions d'égalité et des droits à l'ISP*

# La privatisation de l'énergie n'est « pas une solution » pour le Nigéria



Les syndicats manifestent contre l'occupation militaire des centrales électriques au Nigeria, novembre 2011.

Le gouvernement nigérian a annoncé le 26 août son intention de privatiser tout le réseau d'électricité du pays. Le syndicat *National Union of Electricity Employees* en a averti le Chargé des services publics de distribution de l'ISP David Boys. Lors d'une rencontre avec des responsables gouvernementaux le 19 septembre dans la capitale, Abuja, Boys a mis en garde le gouvernement et la population contre les risques liés à la privatisation des services publics.

Il a appelé le Nigéria à opter pour un plan national de développement de son propre système d'électricité pour assurer une énergie sobre en carbone et un accès universel. Pour Boys, le Nigéria ne peut se permettre de ne pas investir dans son système énergétique. D'ailleurs, selon l'Agence internationale de l'énergie, le pays pourrait financer sa propre énergie avec moins d'un pour cent de ses recettes pétrolières.

Il a exhorté les responsables politiques

à ce que le Nigéria utilise ses ressources, son ingéniosité et son savoir-faire pour concevoir, planifier, construire et gérer son propre système énergétique. Le Nigéria doit veiller à la transparence, à l'obligation de rendre des comptes et à la participation pour endiguer la corruption. Et collaborer avec les syndicats ici présents pour construire le nouveau système. C'est le vôtre, réparez-le, ne le vendez pas !

« D'expérience, nous savons que dans tous les pays, riches ou pauvres, la gestion de l'électricité dans un but lucratif conduit à des problèmes systémiques – même sous la supervision de régulateurs indépendants stricts et compétents. Les enseignements tirés dans 150 pays permettent de conclure que la privatisation ne doterait pas le Nigéria d'un système moderne et fiable pour toute la population. »

Même si le système actuel n'est pas satisfaisant, la privatisation n'est pas la solution. Le problème avec les entreprises privées, c'est qu'elles sont obligées

d'enregistrer des profits rapidement.

« Et ces profits ne sont pas réalisables facilement dans le secteur de l'énergie », a-t-il mis en garde.

Cette quête de profits, a-t-il expliqué, pourrait limiter l'accès à l'énergie dans les régions pauvres et rurales, et entraîner un non-respect des réglementations sociales et environnementales du pays. « Les entreprises n'ont qu'un seul maître : les marchés financiers. Les sociétés d'énergie privatisées sont de plus en plus souvent gérées spécialistes financiers qui ont des objectifs financiers mais sans aucune expérience dans le domaine de l'énergie. »

L'ISP estime que les services d'énergie, d'eau et de santé doivent être placés sous propriété et gestion publique. ■

# Pleins feux sur l'Afrique du Sud



Ils ne baissent pas les bras : trois des « sept d'Ekurhuleni », membres du SAMWU.

## Campagne anti-corruption

Le syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (*South African Municipal Workers' Union-SAMWU*) a lancé une campagne nationale pour la réintégration des « sept d'Ekurhuleni », licenciés par la municipalité après les initiatives menées par le syndicat pour dénoncer la corruption locale.

À Kwazulu Natal, le *Congress of South African Trade Unions* s'inquiète des niveaux de corruption auxquels sont exposés les affiliés de l'ISP. Le COSATU a noté que « la prolifération des appels d'offres est directement liée au double fléau de la corruption et de la piètre qualité des services. Dans la plupart des cas, l'externalisation et les appels d'offres servent à siphonner les caisses de l'État au profit des entreprises privées, plutôt qu'à améliorer les services. »

## Assassinat d'un camarade syndical

Petros Msiza, délégué syndical de 43 ans du SAMWU, a été tué à bout portant au moment où la police a ouvert le feu sur des manifestant(e)s qui défilaient pacifiquement dans la ville de Tshwane, le 3 mars 2011. L'ISP s'est jointe au SAMWU et à ses affiliés du monde entier pour condamner la réaction de la police et réclamer une enquête judiciaire.

Les membres du SAMWU étaient descendus dans la rue pour protester contre les changements de conditions de travail décidés unilatéralement par l'employeur, et pour défendre leurs responsables syndicaux qui étaient harcelés. La municipalité a riposté en licenciant 1054 fonctionnaires.

## Abandon de la privatisation des centres pénitentiaires

Le 26 octobre 2011, le gouvernement a fait volte-face en approuvant l'annulation des quatre partenariats public-privé (PPP) proposés pour la construction de centres pénitentiaires. Le gouvernement a également décidé de revoir d'autres PPP du secteur des services pénitentiaires et le modèle général des PPP dans l'ensemble des services gouvernementaux.

## Fin de la grève à Robben Island

Après trois semaines d'une grève débutée en octobre, les membres du *National Health Education and Allied Workers' Union* (NEHAWU) ont repris le travail au musée de Robben Island. Le secrétaire provincial du NEHAWU, Luthando Nogcinisa, a déclaré que la direction avait accepté d'ouvrir des négociations sur les énormes écarts de salaire entre la haute direction et les salariés.

## Accord sur les services publics

Un nouvel accord a été conclu après une longue négociation collective du *Public Services Coordinating Bargaining Council*, auquel participent huit affiliés de l'ISP (DENOSA, HOSPERSA, NEHAWU, NPSWU, NUPSAW, PAWUSA, POPCRU et SADNU). L'accord prévoit une augmentation salariale de 6,8% pour 2011/12, des améliorations de la couverture médicale pour les bas et moyens revenus, l'amélioration du programme d'accès à la propriété et un remaniement du service minimum dans les services essentiels. ■



Grève pour des salaires équitables à Robben Island.

# Les syndicats de l'ISP ont joué un rôle p



Scène de liesse sur la place Tahrir, 11 février, Égypte.



La population et l'armée, 5 février, Égypte

Les principaux médias occidentaux ont donné une explication simpliste des soulèvements populaires qui ont parcouru le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, en annonçant que c'était la jeune « génération Facebook » qui était à l'origine de ces changements.

La véritable histoire, celle qu'on ne raconte pas, ce sont les syndicats indépendants affiliés à l'Internationale des services publics qui l'ont écrite, en jouant un rôle essentiel dans ce raz-de-marée du printemps arabe. Aujourd'hui, ils sont toujours présents pour planifier l'avenir de leur nation, désormais libérées de leurs dictateurs, comme en Tunisie et en Égypte.

Les autorités au pouvoir, notamment le gouvernement militaire par intérim en Égypte, ne sont pas de fervents défenseurs des droits humains et syndicaux. Mais les syndicats ont démontré leur aptitude à rassembler les citoyens/ennes, et ils continuent de s'appuyer sur cette force pour le bien commun.

## La Révolution de jasmin en Tunisie

En janvier, les syndicats se sont organisés et se sont retrouvés à la tête de la Révolution de jasmin en Tunisie, réunissant des personnes de toutes les origines sociales pour destituer le dictateur Zine El Abidine Ben Ali.

Kacem Afaya, Secrétaire général de la Fédération générale de la santé de Tunisie, précise : « Nous voulons une société démocratique et juste, débarrassée du clientélisme et de la corruption. Telle est notre aspiration. »

La transition vers un nouveau système n'est pas facile.

« La Fédération a pris fermement position contre le premier gouvernement instauré après le départ de Ben Ali, explique Najoua Makhlouf, responsable du comité national des femmes de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). Les syndicats tunisiens affiliés à l'ISP sont les principaux membres de l'UGTT, la fédération syndicale nationale tunisienne.

« Le gouvernement reposait sur les vestiges de l'ancien parti dirigeant... Dans tous les secteurs et toutes les provinces, le mouvement syndical est descendu dans la rue pour exiger sa démission, ajoute-t-elle.

« Sous la pression de la rue, notamment des travailleurs, le gouvernement a cédé. »

Fin octobre 2011, les Tunisiens/ennes ont organisé leur première élection démocratique depuis plusieurs décennies. C'est le parti Ennahdha qui a remporté la majorité des suffrages ; une assemblée constituante de coalition était en cours de formation

au moment de la rédaction de cet article. L'UGTT se préparait également aux élections de décembre, en accordant une place importante à la question de l'égalité de représentation des femmes aux postes à responsabilité au sein de la fédération syndicale.

Tous les travailleurs/euses de la planète savent qu'il faut beaucoup de courage et de solidarité pour résister aux patrons et lutter en faveur de la justice économique.

Le courage et la solidarité nécessaires pour résister aux dictateurs – c'est-à-dire pour promouvoir la liberté et la justice sociale – sont d'une ampleur encore plus considérable : les dictateurs contrôlent les tribunaux, les prisons, la police et les forces armées. Et ils tirent à balle réelle.

Contre ce pouvoir, les manifestant-e-s qui ont tenu tête aux dictateurs pendant ce printemps arabe se soutenaient les uns les autres. Ils soutenaient la personne qui était à leurs côtés. Et aussi la femme qui marchait devant eux, espérant que les forces du gouvernement hésiteraient à tirer sur une femme.

« Jusqu'à présent, les hommes nous ont toujours reléguées au second rang, » affirme Nahed Ben Dakhla, membre du comité des femmes de l'UGTT.

Mais en Tunisie comme en Égypte, « les hommes nous ont vues au premier rang pour faire barrage contre les policiers, ajoute-t-elle.

« Nous étions entre les hommes et les balles de la police.

« Avec cette participation massive d'hommes et de femmes qui combattaient ensemble, la révolution a tout changé. Nous ne reviendrons pas en arrière, » conclut Dakhla.

## Révolution égyptienne du 25 janvier

En Égypte, les travailleurs/euses se sont joints à l'occupation en masse de la Place Tahrir, qui a débuté en janvier, et ont participé à 60 grèves au cours des trois jours précédant le départ du Président Hosni Moubarak, le 11 février.

La formation de syndicats indépendants préfigurait ces actions, à commencer par l'Union des employés des impôts fonciers (RETA), affilié à l'ISP. Auparavant, la Fédération syndicale égyptienne détenait le monopole légal de l'organisation et dépendait de l'Etat, donc de l'appareil répressif. En 2007, une grève rigoureuse menée par les employé-e-s de RETA a permis de rompre les liens. Ils ont obtenu une augmentation de salaire de 325%. Forts de cette victoire, ils ont créé en 2008 un syndicat indépendant composé de 35.000 membres.

# Primordial au moment du printemps arabe



Manifestation des femmes tunisiennes contre les salafistes, 3 novembre



Révolution de jasmin, Tunisie, 11 février.

Le Président de RETA, Kamal Abou Aita, rappelle : « Le jour précédant la révolution, nous étions en grève et le lendemain nous étions nous aussi dans la rue. Je crois vraiment que nous avons joué un rôle considérable et que nous avons maintenu la pression sur le régime pour l'obliger à capituler.

« Nous avons déclaré l'instauration de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (EFITU) le 30 janvier. Dans le premier communiqué de notre fédération (qui était encore dans l'ombre du président destitué), nous avons appelé à une grève générale dans tous les secteurs pour alimenter la révolution égyptienne.

« Nos grèves ont paralysé le pays et contribué, parallèlement aux efforts déployés dans de nombreux secteurs de notre société, en particulier par notre jeunesse, à forcer Moubarak à démissionner. »

Ensemble, les syndicats indépendants ont poussé les actuels dirigeants égyptiens – le Conseil suprême des forces armées – à nommer un candidat du monde du travail au poste de ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Depuis lors, ce ministère a officiellement enregistré l'inscription de nombreux syndicats indépendants. Avant la révolution, il y avait quatre syndicats indépendants. Aujourd'hui, il existe 88 nouveaux syndicats dans l'EFITU, représentant selon les estimations quelque 250.000 membres.

Un des principaux généraux de l'armée reconnaît que la colère généralisée des citoyens/ennes à l'égard du programme de privatisation jugé malhonnête – des milliards de dollars du public sont passés aux mains du privé au cours des dernières années – n'a fait qu'attiser la révolution égyptienne.

Noha Morshed, représentante du comité des femmes de RETA, précise : « Les grèves et les actions de protestation de notre syndicat ont ouvert la voie à la révolution. Les gens ont appris à connaître leurs droits, ils ont compris l'intérêt d'aller vers les responsables, ils savent comment amener le ministre à discuter avec les citoyens.

« Cela faisait longtemps que nous nous préparions à descendre sur la Place Tahrir, comme nous l'avons fait le 25 janvier, à l'occasion de la Journée de la police, pour protester contre les actions des policiers égyptiens et contre le régime corrompu. Nous voulions la justice sociale et un meilleur salaire.

« Je tiens à signaler que nous n'étions pas très nombreux et que lorsque les gens nous ont vus, ils ont d'abord pensé que c'était juste une manifestation qui allait passer et partir. Mais des

personnes arrivant de toutes parts, de toutes les rues du Caire, se sont jointes à nous en nous demandant ce que nous voulions. Nous leur avons expliqué le rôle des syndicats, nous leur avons dit que nous étions un peuple et une famille. »

Morshed décrit le rôle primordial qu'ont joué les femmes dans la Révolution du 25 janvier : « Les femmes de RETA avaient déjà eu l'expérience de manifester et de protester dans les rues. Nous sommes habituées à être en première ligne.

« Nous avions à nos côtés des mères, des soeurs, des filles. Les femmes encourageaient les hommes et formulaient les revendications ; nous formions un bouclier contre les forces de sécurité, qui nous menaçaient en permanence.

« Lorsque nous avons vu les forces de sécurité s'en prendre à des personnes, nous nous sommes approchées pour les protéger ; nous apportons de l'eau, nous assurons les périodes de repos. Nous avons des enfants en bas âge avec nous et quand une maman était fatiguée, une autre femme prenait le relais. Personne ne savait de qui telle femme était la mère ou la soeur, nous étions une seule famille. Nous rencontrions de nouvelles personnes, de nouvelles mères. Nous les protégeons et elles nous protégeaient. Nous les encourageons et elles nous encourageaient.

« Le régime corrompu ne donnait à personne le droit de s'exprimer. C'étaient toujours les dirigeants qui commandaient et décidaient. Avant la révolution, nous n'aurions pas pu rester là à parler librement. Nos opinions étaient ignorées. Mais maintenant nous pouvons nous exprimer en toute liberté. Nous nous sommes débarrassés de Moubarak et de son premier ministre corrompu. »

Malgré ces avancées, les nouvelles ne sont pas toutes bonnes.

Le gouvernement égyptien par intérim a passé une loi en juin visant à criminaliser les grèves et les actions de protestation. Les syndicats indépendants estiment qu'il s'agit d'une décision « grave et préoccupante » dont l'objectif est de réprimer la révolution démocratique et d'empêcher la création d'une véritable société civile. L'EFITU a organisé une campagne de protestation que tous les affiliés de l'ISP à travers le monde sont invités à soutenir.

Aucune femme n'a été désignée aux postes-clés du gouvernement égyptien par intérim, ce qui montre qu'il reste beaucoup à faire : il n'y aura pas de vraie liberté tant qu'il n'y aura pas de droits des femmes ni une intégration totale des femmes dans la vie publique et politique. ■

# Printemps arabe :



**Nassira Ghozlane**  
Secrétaire générale  
du Syndicat national  
autonome des  
personnels de  
l'administration  
publique (SNAPAP),  
Algérie

Nous avons pris l'initiative d'établir un Organe de coordination pour la démocratie et le changement en janvier, suite à la première manifestation de la jeunesse algérienne, ce qui nous a amenés à organiser les manifestations du 12 et du 19 février, qui ont toutes deux été réprimées par les forces de police anti-émeute. Le président de notre syndicat a été blessé et des membres syndicaux, ainsi que d'autres personnes, notamment un député, ont été frappés.

Nous étendons désormais la coordination à la base syndicale dans les 48 circonscriptions administratives du pays. Le régime est très oppressif et il est difficile d'organiser quelque mouvement que ce soit ; l'objectif de cet organe de coordination est d'expliquer aux Algériens comment il est possible de changer cette situation interne.

Le but est de changer totalement ce système. Le régime est lié aux anciens colons français ; quand les Français sont partis, ils ont laissé leurs « descendants » au pouvoir. Il faut mettre fin à ce système, qui a confisqué toutes les richesses naturelles du pays, alors qu'elles devraient suffire à faire vivre tous les habitants du Maghreb arabe dans la dignité.

**Intervieweur :** Vous parlez de manière franche et directe.

**Nassira Ghozlane :** Parce que les mots viennent du fond du cœur.

**Intervieweur :** Mais je crains que ces paroles ne vous coûtent cher.

**Nassira Ghozlane :** Ça ne fait rien... Parce que même si je meurs, il y a d'autres personnes derrière moi.



**Ali Al Hadid**  
Président du  
Syndicat général  
des travailleurs  
de l'électricité  
(GTUWE), Jordanie

Nous faisons partie de la population et nous nous soucions de l'intérêt national. Voici ce que nous cherchons à obtenir : des décisions politiques qui rehaussent le seuil des libertés en Jordanie ; une modification des lois afin d'autoriser la liberté d'expression des citoyens ; des lois et des réglementations pour lutter contre la corruption ; des lois représentatives sur les élections parlementaires ; des lois sur l'encouragement au travail et dans la vie, pour les inciter à faire comme nous et à essayer d'obtenir des avantages.



**Howida Makeen**  
Chargée de  
recherche en  
matière de  
recouvrement  
d'impôts, RETA,  
Egypte

Sur la Place Tahrir, nous avons tous fait part de nos revendications en tant qu'Égyptiens. Au début, il n'y avait pas de conflit entre les chrétiens et les musulmans, mais plus tard nous nous sommes aperçus qu'il y avait des tentatives de créer des tensions entre nous. Nous y avons mis un terme en encourageant la coopération et l'intégration des personnes.

Maintenant, je me sens libre. Je suis chrétienne et je peux m'exprimer, ce que je ne pouvais pas faire auparavant. Je peux parler et dire quels sont mes droits.

Ma personnalité a changé également. Je n'hésite plus à prendre des risques pour essayer d'accomplir quelque chose. Le syndicat m'a appris le courage ; il m'a appris à exprimer mon opinion. J'ai aussi appris à aller vers mes collègues et les personnes de mon entourage au travail et dans la vie, pour les inciter à faire comme nous et à essayer d'obtenir des avantages.

Le syndicat a amélioré ma vie en ce sens que je gagne un salaire plus élevé. J'ai appris que le système syndical pouvait me faire profiter de services importants, tels que l'assurance maladie, qui va désormais progresser, si Dieu le veut.

L'ISP était là avant la révolution pour nous soutenir par son action et ses activités syndicales. Des représentants de l'ISP sont venus en Égypte et ils nous ont invités à assister à des conférences pour que nous puissions en savoir plus, étant donné que l'Égypte a peu ou presque pas d'expérience du travail syndical. C'est ce qui nous manquait, c'était un problème crucial avant la révolution. L'ISP nous a donné de nouveaux horizons et de nouveaux points de vue (et) nous appelons la communauté internationale à nous soutenir davantage.

Le travail des syndicats est très lié à la démocratie. Plus il y a de syndicats, plus la société est démocratique.

# les voix syndicales



**Kamal Abbas**  
Coordinateur  
général, CTUWS  
(Center for Trade  
Union and Workers'  
Services), Egypte

Pendant des décennies, les Egyptiens ont souffert de la pauvreté et de l'oppression. Les revendications de la révolution portaient sur le pain, la liberté et la justice sociale.

Sans aucun doute, le mouvement des syndicats indépendants (et non les syndicats officiels à la solde du gouvernement) ont joué un rôle déterminant dans la révolution. Les 3000 grèves qui ont éclaté entre décembre 2006 jusqu'au début de la révolution, impliquant deux millions de travailleurs, ont encouragé une grande partie de la population égyptienne à sortir de chez elle et à utiliser les armes des travailleurs – les grèves et les manifestations – pour défendre ses intérêts.

Aucun pays n'est parvenu à la démocratie sans créer de mouvement syndical indépendant. Le défi que nous avons désormais à relever consiste à établir une grande alliance pour mettre en place un mouvement syndical démocratique qui contribuera à bâtir une société démocratique.



**Hussain Raja  
Abdelrazak  
Alfoqaha'a**  
Secrétaire général  
du Syndicat  
palestinien des  
services publics

Le mouvement syndical palestinien a une longue histoire dans le monde arabe, où il arrive en deuxième position après le mouvement syndical égyptien. L'histoire remonte aux années 20... Nous avons joué un rôle essentiel dans les intifadas et dans la résistance à l'occupation israélienne. Mais l'objectif est de défendre les droits des travailleurs, d'améliorer leur niveau de vie et de les syndiquer afin de défendre leurs droits.

C'est un rêve qui commence à se réaliser : construire une nouvelle société basée sur la solidarité, la paix civile, la justice sociale et les droits humains.



**Tarek Mustafa  
Abelfattah  
Koueib**  
Trésorier de l'Union  
des employés des  
impôts fonciers  
(RETA), Egypte

Pour les membres de mon syndicat, c'était la réalisation d'un rêve parce que notre syndicat, RETA, avait déjà commencé à emprunter la voie de l'indépendance. Nous rêvions que toute l'Egypte nous suive.

Nous sommes l'unique syndicat national indépendant et, en tant que tel, nous avons joué un rôle considérable pour mobiliser les travailleurs et déclencher les grèves sectorielles. Notre objectif était de briser la barrière de la peur.

Actuellement, notre syndicat est le point de ralliement de tous les travailleurs qui veulent organiser leurs propres syndicats indépendants, et il permet la coordination avec les autres groupes, en particulier les jeunes. Nous essayons de formuler les revendications de la classe des travailleurs égyptiens depuis la Révolution du 25 janvier.

Pour le moment, il est plus important d'éliminer la corruption que d'obtenir des avantages matériels.



**Sahar Dessouki**  
Membre du comité  
des femmes du  
syndicat égyptien  
des techniciens de  
santé (EHTS)

Notre syndicat indépendant était actif avant la révolution. Pendant la révolution, notre rôle de techniciens de santé s'est intensifié ; les membres se sont organisés à partir du 25 janvier pour se relayer sur la Place Tahrir et dans les hôpitaux afin de venir en aide aux blessés.

La révolution va de pair avec la justice, bien sûr, et avec la liberté d'opinion, qui est la chose la plus importante pour les femmes. Elles ont participé à la révolution, elles sont descendues dans la rue et se sont fait entendre, contrairement à ce qui se passait auparavant. Chaque fois que quelqu'un demandait quelque chose, surtout s'agissant d'une femme, personne n'écoutait.

Aujourd'hui, les femmes rejoignent le syndicat et elles sont entendues. Nous, les femmes, qui avons participé à la révolution et aux manifestations, nos voix sont enfin entendues. C'est une grande réussite pour les femmes en Egypte.

# « Ils boivent notre argent », clament les travailleuses et travailleurs tunisiens

Le 2 novembre dernier, les membres du syndicat tunisien des travailleuses/euses de l'agriculture ont entamé une grève et organisé un sit-in afin de protester contre la corruption des dirigeant(e)s et les retenues sur les salaires et avantages des travailleurs/euses, parfois impayés depuis 2009.

Dans un grenier à blé de la périphérie de Tunis, une bonne vingtaine de travailleurs/euses, en grève depuis près d'un mois, ont brandi des pancartes de protestation, sur lesquelles on pouvait notamment lire : « La coopérative appartient à ses travailleurs/euses, et non pas à ceux qui l'exploitent pour dégager des bénéfices. »

En 2006, les syndicats ont accepté certains licenciements dans huit catégories – principalement par le biais de la retraite anticipée des travailleurs/euses de plus de 45 ans. Cependant, selon Nabil Jebnoui, Secrétaire général du syndicat régional à Manouba, le gouvernement n'a pas respecté sa part du contrat visant à éradiquer la corruption.

Trois travailleuses de ce grenier à blé ont rejoint la manifestation. « Avant, tout allait pour le mieux, ici », nous a confié l'une des secrétaires, préférant garder l'anonymat. Par le passé, ajouta-t-elle, les travailleurs/euses percevaient chaque année une participation aux bénéfices de l'entreprise, après la moisson, sous la forme d'un paiement forfaitaire équivalant parfois à leur salaire. Depuis 2009, ces paiements avaient été versés au compte-goutte, mais depuis ces deux derniers mois, les travailleurs/euses n'en voient plus la couleur.

Les travailleurs/euses ne cesseront pas leur grève tant que le problème ne sera pas résolu, tant qu'ils/elles n'auront pas retrouvé leurs emplois et leurs salaires, et que la corruption subsistera.

« Nous sommes un syndicat indépendant. Pour nous, tout ce qui compte, ce sont les travailleurs/euses », ajoute la secrétaire, sous les chants des travailleurs/euses. « Pour vous, pour mon syndicat, j'irai jusqu'à faire couler mon sang et sacrifier mon âme. »

Selon Sami Hafidhi, travailleur dans ce grenier à blé, l'heure de la réforme doit bientôt sonner. Pendant la révolution, nous dit-il, les travailleurs/euses ont mis en attente leurs revendications, dans l'espoir qu'un nouveau gouvernement vienne résoudre ces problèmes. Cependant, le nouveau gouvernement n'a apporté aucune réponse, prétextant que c'était à la direction de s'en charger.



Le Secrétaire général de la Fédération générale tunisienne de l'agriculture, Hassen Ghodbane, aux côtés des grévistes à Manouba.

« Nous n'abandonnerons pas », nous confie Hafidhi. « Nous ne reprendrons pas le travail tant qu'aucune solution n'aura été trouvée. »

Entre-temps, d'autres membres de la Fédération générale de l'agriculture ont organisé une manifestation devant le siège de la Coopérative centrale de l'agriculture, dans le centre-ville. Ils entendent garder un œil sur les preuves de corruption qu'ils ont découvertes, et protester contre les licenciements de 300 à 400 travailleurs/euses de l'agriculture dans l'ensemble du pays.

L'ancien Directeur général du ministère de l'Agriculture serait parti avec plus de 10.000 dinars qui ne lui appartiendraient pas. Le 14 octobre dernier, les travailleurs/euses ont déposé une plainte contre ce dernier.

« Ils boivent et fument notre argent », a déclaré Tarek Slama, responsable du transport dans la division opérations et maintenance. « Le Directeur actuel prétend qu'il ne peut rien faire, mais nous avons des preuves. Nous disposons de rapports d'audit, mais pourtant rien n'a changé. Nous leur demandons de prendre leurs responsabilités et d'assumer leurs actes. Les preuves les accusent. L'accès au bureau est maintenant interdit, mais tous les documents se trouvent à l'intérieur. »

Les travailleurs/euses souhaitent que leur histoire soit diffusée dans le monde entier. Ils savent que le monde entier a eu les yeux rivés sur la démocratie émergente en Tunisie, dans l'espoir que

cette dernière tienne les promesses du Printemps arabe.

Et Slama d'insister : « Nous voulons que tout le monde sache que si la famille et la belle-famille de notre ancien Président ont quitté le pays, de nombreux voleurs sont toujours ici. »

Le Secrétaire général de la Fédération générale de l'agriculture, Hassen Ghodbane, a mis en lumière le fait que, pendant la révolution, les travailleurs/euses de l'agriculture avaient travaillé sans relâche pour fournir de la nourriture. Ils ont ainsi soutenu la révolution en nourrissant le pays.

Mais l'attente fut assez longue et ils sont entrés en grève les 15, 16 et 17 novembre derniers. Le syndicat s'attend à une forte augmentation du nombre de ses adhérent(e)s, qui est passé de 22.000 à 36.000 en quatre mois seulement.

« Notre travail suit le rythme de l'agriculture elle-même », déclare Ghodbane. « Nous connaissons d'abord la sécheresse. Ensuite vient la pluie, puis la croissance. » ■

Histoire rédigée par l'équipe du Réseau d'action des communicants de l'ISP en Tunisie, 31 octobre – 4 novembre 2011. Retrouvez d'autres histoires passionnantes, des vidéos et des photos sur [www.psi-can.org](http://www.psi-can.org).

# Renforcer les voix syndicales dans le monde arabe

**N**os affiliés du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont été aux avant-postes des soulèvements populaires et jouent encore un rôle essentiel aujourd'hui. Pour renforcer leurs capacités de communication, l'ISP a collaboré avec des syndicats tunisiens à l'organisation d'un Forum du réseau d'action des communicants pendant cinq jours à Tunis début novembre, en vue d'aider les affiliés à jouer un rôle moteur dans la transformation progressive de leurs pays respectifs.

« L'ISP est convaincue que le renforcement de communication syndicale est indispensable à la concrétisation du droit fondamental à la liberté d'expression et d'information, du pluralisme et de la diversité des médias, et de la transparence en matière de gouvernance » a déclaré Peter Waldorff, Secrétaire général de l'ISP.

Les 50 communicant(e)s ont participé

à des ateliers de journalisme vidéo, photo et d'investigation, de rédaction, de blogs et médias sociaux, de messages instantanés et de sécurité. Ensuite, en équipes, les journalistes sont partis sur le terrain pour couvrir des sujets sur les fonctionnaires, leurs syndicats, leurs campagnes, leurs problématiques et leurs victoires en Tunisie et dans la région.

Cette initiative a aussi permis aux participant(e)s de tisser des liens avec leurs collègues des pays voisins et du monde entier, pour œuvrer ensemble à la défense des droits humains et syndicaux, à des sociétés démocratiques et pacifiques, et à des services publics de qualité. Des photos, articles et extraits vidéo et audio sont disponibles sur le site Internet de l'ISP.

L'ISP compte des membres en Tunisie, en Algérie, en Égypte, au Yémen, en Palestine, au Koweït, en Jordanie, au Liban, en Libye et au Maroc. ■

Des journalistes syndicaux de l'ISP interviewent des membres locaux protestant contre la corruption, Tunis.



Maria Wettne



[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)

Téléchargez le nouveau logo de l'ISP

Publiez le lien du nouveau site de l'ISP sur votre propre site !



*In the People's Interest*  
**WORLD 2012**  
**CONGRESS**  
**DURBAN**

Tous les cinq ans, l'ISP organise son Congrès mondial dont les discussions et décisions renforcent ses activités et ses capacités de syndicalisation. Le Congrès 2012 sera participatif et traitera des aspects suivants :

- L'élaboration d'un Programme d'action efficace pour 2013-2017 ;
- La construction d'une organisation plus réactive et durable ;
- L'amendement des Statuts ;
- Le partage de défis et de meilleures pratiques dans les différents secteurs et régions.

Informations complémentaires : [www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)

# Droits syndicaux

**L**es travailleurs(euses) et leurs syndicats rencontrent des difficultés dans presque tous les pays. Au cours de l'année écoulée, les gouvernements du monde entier ont accentué leur offensive contre la négociation collective, les services publics, le bien commun et les droits humains.

L'ISP suit la situation de près, et offre sa solidarité et son soutien aux affiliés qui se battent pour les droits de leurs membres. Certains de ces combats sont décrits ci-dessous.

## AFRIQUE

### ALGÉRIE

Le harcèlement des syndicalistes et des défenseurs des droits humains s'intensifie. Des vandales, encouragés par la police, jettent des pierres sur les manifestant(e)s et les bureaux syndicaux. Rachid Malaoui, secrétaire général de notre affilié Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP), a heureusement échappé à une tentative d'assassinat, juste avant sa rencontre avec un rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au logement décent. Malika Falil, du SNAPAP, a été arrêtée alors qu'elle participait à un sit-in. Les forces de l'ordre ont même exercé des pressions sur le propriétaire des locaux du SNAPAP pour qu'il expulse le syndicat. Elles auraient été enjointes par le cabinet du président de mettre un terme aux activités du syndicat et de saccager ses bureaux.

### BOTSWANA

Après trois années de gel des salaires à un niveau bien inférieur à celui du coût de la vie, les affiliés de l'ISP ont débrayé en avril. Le gouvernement a riposté en licenciant des centaines de personnes, en incarcérant des responsables syndicaux et en commettant des actes de violence et d'intimidation à l'égard des syndicalistes.

### ÉGYPTE

En juin, le gouvernement provisoire a criminalisé les grèves, manifestations et sit-ins, en violation flagrante des normes internationales qu'il s'est engagé à respecter. Il a refusé de négocier avec notre affilié *Egyptian Health Technologists Syndicate* (EHTS). L'ISP a écrit au premier ministre par intérim, Essam Sharaf, pour lui demander de calmer les tensions croissantes en respectant ses engagements internationaux, notamment en matière de droits syndicaux et de libertés fondamentales.

### MALAWI

En juillet, des interventions musclées visant à disperser des manifestations pacifiques contre la dégradation de la situation économique ont fait 19 morts. En plus de protester contre l'augmentation du coût de la vie et les pénuries de carburant et de devises étrangères, les manifestant(e)s dénonçaient les lois répressives limitant la liberté d'expression et d'autres droits civiques.

### NIGÉRIA

Le *National Union of Electricity Employees* (NUEE) a déploré le déploiement de troupes militaires, à la demande du gouvernement nigérian, le 14 novembre dernier, dans le but de surveiller les installations des compagnies d'électricité publiques dans tout le pays. Cette décision fut considérée comme irrationnelle, étant donné que les négociations sur la privatisation de la *Power Holding Company of Nigeria* sont toujours en cours.

Le syndicat a invité ses membres à rejoindre les manifestations pacifiques organisées dans les différents états du pays, afin de se dresser contre l'occupation militaire des installations énergétiques publiques.

Selon Mansur Musa, Président du NUEE, ces manifestations pacifiques visaient à protester contre le non-paiement de l'augmentation salariale de 50 % depuis le mois de juin, ainsi que contre le harcèlement des syndicalistes par les forces de sécurité.

« Ils arrêtent nos membres puis les relâchent. Cette situation ne peut plus durer. Nous ne cesserons nos manifestations pacifiques que lorsque les soldats se seront retirés », a-t-il déclaré.

Musa considère comme fallacieuses les allégations du gouvernement selon lesquelles il aurait déployé ces troupes pour surveiller les installations dans la crainte d'attaques terroristes du groupe islamiste Boko Haram.

Selon le syndicat, la présence des troupes viserait uniquement à veiller au bon déroulement de la privatisation de la PHCN.

### TUNISIE

En début d'année, la dispersion musclée de manifestations pacifiques a fait plusieurs victimes et blessé(e)s. L'ISP a appelé le président d'alors, Ben Ali, à relâcher les prisonniers(ères) et à amorcer un dialogue avec tous les partenaires sociaux.

### SWAZILAND

De grandes manifestations pro-démocratie se sont déroulées en avril dans ce pays plongé dans la faillite par la gestion calamiteuse du régime en place – une élite qui s'enrichit sur le dos de la population. Les autorités ont riposté à cette « révolte du 12 avril » par une répression sanglante. Des centaines de responsables syndicaux et de manifestant(e)s pacifiques se sont retrouvés derrière les barreaux et seraient victimes de mauvais traitements et de torture.

## ASIE-PACIFIQUE

### AUSTRALIE

Le gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud a mis en place une loi supprimant le droit à la négociation collective des fonctionnaires. Ils étaient plus de 40 000, dont les membres de nos affiliés, à descendre dans les rues de Sydney le 8 septembre pour marquer le coup d'envoi de la campagne syndicale contre les coupes prévues dans le secteur et la nouvelle réglementation privant les fonctionnaires de leur droit à la négociation.

### FIDJI

Le gouvernement militaire provisoire fidjien, faisant fi de ses obligations de membre de l'OIT, a entamé une campagne de répression des travailleurs(euses) et des syndicats, par la force et la voie législative. Cette action menace de littéralement rayer de la carte, ou du moins d'affaiblir considérablement, plusieurs syndicats du public et du privé. Leurs responsables



Amaya Romani/Workers' Photos

Solidarité avec les membres fidjiens, APRECON 2011, Australie.

ont été victimes de violences physiques, de restrictions de la liberté syndicale et du droit à la négociation collective, et de la suppression de la retenue des cotisations syndicales dans la fonction publique.

### CORÉE DU SUD

Le gouvernement a poursuivi près de 1400 fonctionnaires et enseignant(e)s au titre de lois répressives leur interdisant de soutenir ou de critiquer des partis politiques. Ils sont des milliers à faire l'objet de poursuites. Beaucoup sont membres du *Korean Government Employees Union*, affilié à l'ISP. En outre, le gouvernement continue de refuser sans motif valable de reconnaître le KGEU, le privant d'un statut juridique, et a pris des mesures disciplinaires injustifiées, notamment en licenciant des responsables syndicaux.

## INTER-AMÉRIQUES

### ÉQUATEUR

Le 5 août 2011, des centaines de travailleuses et travailleurs du secteur public sont descendus dans les rues de Quito, et se sont mis en marche vers la Cour constitutionnelle de l'Équateur. Les dirigeants des affiliés de l'ISP ont déposé une plainte auprès de la Cour, qualifiant d'anticonstitutionnel le récent décret du Président Rafael

Correa, qui souhaite forcer les travailleurs/euses du secteur public à prendre leur retraite en échange d'une indemnité partielle. Ce décret pourrait venir menacer la sécurité de l'emploi de plus de 300.000 employé(e)s du secteur public.

« Pour nous, le nœud du problème, c'est cette politique antisyndicale qui émerge en Équateur. Dans ce pays, nous voulons la démocratie, et cela doit passer par le respect des travailleurs/euses, ainsi que par nos droits à l'autonomie, à l'auto-organisation et à la négociation collective », a déclaré Messiah Tatamuex, Président du Front uni des travailleurs, au nom d'une vaste coalition de syndicats.

### PANAMA

L'intimidation de syndicalistes, et l'utilisation excessive de la force par la police, se poursuit. L'ISP a écrit au président Ricardo Martinelli pour exprimer son inquiétude, et exhorté le gouvernement à amorcer un dialogue social.

### ÉTATS-UNIS

Si l'offensive lancée contre les syndicalistes et leur droit à la négociation collective au Wisconsin a fait les gros titres des journaux, des lois similaires sont aussi adoptées dans beaucoup d'autres États, dont le Colorado, l'Indiana, l'Iowa, le Michigan, le Nouveau-Mexique, l'Ohio, l'Oklahoma et le Tennessee. Ces

attaques ont suscité une levée de boucliers générale des syndicats du monde entier, et notamment de l'ISPI et de ses affiliés. Amnesty International estime qu'il s'agit d'une infraction au droit international. « Les États-Unis ont l'obligation de respecter les droits de leurs travailleuses et travailleurs – dont celui spécifique de se syndiquer et de négocier collectivement » a déclaré Shane Enright, d'*Amnesty International*. Malgré tout, dans pas moins de 37 États, le législateur a adopté des centaines de lois hostiles aux syndicats.

## EUROPE

### TURQUIE

La Municipalité métropolitaine d'Istanbul a tenté d'exercer des pressions sur les fonctionnaires pour qu'ils renoncent à leur affiliation au syndicat *Belediye-İş* et rejoignent une autre organisation. L'ISP, la FSESP et l'ICEM ont exhorté le gouvernement à intervenir pour que cessent ces pressions sur les membres de *Belediye-İş*.

En Turquie, le droit du travail a été imposé après le coup d'État de 1980. Trente ans plus tard, il n'est toujours pas conforme aux conventions internationales pourtant signées par la Turquie. ■

*Chidi King, Chargée des questions d'égalité et des droits de l'ISP.*



# Enfin des droits fondamentaux pour les personnels domestiques



Militantes syndicales, CIT, Genève, Suisse.

Le mouvement syndical était représenté en force lors de la 55ème session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, organisée du 22 février au 4 mars, au siège des NU, à New York.

Des délégations de l'Internationale des services publics, de l'Internationale de l'éducation, de la Confédération syndicale internationale et de la Fédération internationale des ouvriers du transport ont veillé à ce que le point de vue des syndicats soit pris en compte dans le document final.

Les syndicats voulaient aussi nouer des liens solides avec ONU-Femmes, la nouvelle entité chargée de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Les délégations sont intervenues auprès de plusieurs gouvernements, dont celui du Canada, des États-Unis, de la Suède et du Brésil, et des autorités européennes. Leurs travaux de rédaction et de pression ont porté leurs fruits, puisque les « Conclusions concertées » soulignent l'importance des Conventions de l'OIT en tant que cadre normatif sous-tendant les politiques d'égalité, de formation et de promotion du travail décent pour les femmes.

Les syndicats ont particulièrement apprécié les conclusions qui : affirment que l'éducation est un droit humain et souscrivent à l'égalité des sexes ; soulignent le besoin d'un partage égal des responsabilités familiales ; s'inquiètent de la violence sexuelle dans l'éducation et au travail ; et appellent à des politiques pour combler le déficit de travail décent pour les femmes et réduire l'écart salarial entre hommes et femmes.

La prochaine session de la Commission aura lieu début 2012, avec pour thème prioritaire « L'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'éradication de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels ».

l'ISP plaidera en faveur de meilleures infrastructures matérielles et sociales en milieu rural, notamment pour garantir la qualité des soins, l'accueil des enfants, l'assainissement et les services de distribution, ainsi que l'accès à une couverture sociale publique. ■

Chidi King, Chargée des questions d'égalité et des droits à l'ISP

La 100ème Conférence internationale du Travail – qui rassemble chaque année des représentant(e)s des gouvernements, des entreprises et des travailleurs(euses) de chaque membre de l'OIT – s'est déroulée du 1er au 17 juin, à Genève.

La Conférence a adopté la première Convention concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques. Cette Convention historique stipule que les personnels domestiques, estimés à 53 millions de par le monde, doivent bénéficier des mêmes droits fondamentaux que les autres, notamment le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective, un temps de travail raisonnable, un repos hebdomadaire et des informations précises sur les conditions d'emploi.

l'ISP a collaboré étroitement avec d'autres syndicats mondiaux et avec l'OIT lors des préparatifs des discussions de cette convention.

Ses exigences s'appliqueront aux pays qui la ratifieront. Cette ratification sera le prochain défi car, si les gouvernements se sont prononcés massivement en faveur de l'adoption de la Convention, ils sont nombreux, en particulier dans l'Union européenne, à se montrer peu désireux de la ratifier. ■



## Forum syndical sur la diversité sexuelle et les droits

En juillet, le troisième Forum sur la diversité sexuelle, organisé par l'ISP et l'Internationale de l'éducation au Cap (Afrique du Sud), a rassemblé 150 délégué(e)s de 45 pays, représentant notamment des organisations de la société civile. Il était coprésidé par Juneia Batista, vice-présidente du Comité mondial des femmes de l'ISP.

Les délégué(e)s ont reconnu que la conjoncture post-crise financière exacerbe les inégalités et fragilise les droits des minorités, dont ceux des lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels (LGBT).

Même si la lutte pour les droits des LGBT se poursuit au sein du mouvement syndical, des avancées sont accomplies. Il existe aujourd'hui de plus en plus d'occasions d'intégrer les questions et droits des LGBT dans les programmes syndicaux au sens large. De nouveaux espaces permettent aux membres syndicaux LGBT de se réunir, d'élaborer des stratégies, de partager des victoires et de discuter de leurs problèmes. Les responsables syndicaux et activistes sont plus nombreux à associer ouvertement les droits des LGBT aux droits des travailleurs(euses) et aux droits humains, y compris dans les pays où ces membres sont peu protégés sur le plan juridique et social.

Le Forum a adopté des recommandations à l'intention des organes exécutifs de l'ISP et de l'IE : rechercher des possibilités d'intervention auprès d'institutions internationales comme l'ONU et l'OIT ; nouer des alliances avec des organisations de la société civile ; intégrer la diversité sexuelle dans la campagne « Services Publics de Qualité : Passons à l'action ! » mise en œuvre par le Conseil des syndicats mondiaux ; et établir des mécanismes d'échange d'informations entre affiliés. ■



Mouvement des Indignés, Washington.

## Les syndicats se préparent pour le sommet climatique

Les enjeux seront considérables lors de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (COP 17), qui se tiendra du 28 novembre au 9 décembre, à Durban, en Afrique du Sud. Non seulement le Protocole de Kyoto de 1997, qui fixe des objectifs de réduction d'émissions, arrive à expiration en 2012, mais une autre grande conférence climatique, le Sommet de la Terre (RIO+20), se profile en juin 2012.

Alors que la communauté internationale prépare les négociations, les syndicats définissent leurs priorités lors de conférences et réunions partout dans le monde. Le 1er septembre, la Présidente de la COP17 et Ministre sud-africaine des relations internationales et de la coopération, Maite Nkoana-Mashabane, a rencontré divers représentant(e)s syndicaux du Congress of South African Trade Unions et de la Federation of Unions of South Africa. La ministre espère que les syndicats joueront un rôle important à Durban. « Les personnes qui devront le plus s'adapter au changement climatique, ce sont les travailleuses et travailleurs » a-t-elle déclaré.

Les spécialistes estiment que les précédentes négociations climatiques ont pâti de l'absence d'un rôle officiel pour les entreprises et les travailleurs(euses). Les autorités prennent conscience du nouveau rôle que peuvent jouer les travailleurs(euses) et les entreprises dans l'atténuation (la réduction des émissions) et l'adaptation (aux phénomènes climatiques inévitables).

Pour l'ISP, l'atténuation et l'adaptation sont des priorités absolues. L'atténuation concerne au premier plan la production d'énergie, sa transmission, sa distribution et son transport. S'agissant de l'adaptation, toute la panoplie des services d'urgence et de santé sera nécessaire pour faire face aux impacts humains et matériels de phénomènes climatiques extrêmes et du réchauffement.

Lors de la 64ème Conférence annuelle du Département de l'information des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, tenue à Bonn, en Allemagne, le 8 septembre, les participant(e)s ont discuté du développement durable et des résultats possibles du sommet RIO+20. La Conférence s'est conclue par la mise en exergue de plusieurs priorités syndicales, dont les emplois verts et décents, la protection sociale et la taxe sur les transactions financières, qui aiderait les pays en développement à réduire leurs émissions. ■

*Anabella Rosemberg, Responsable de la politique environnementale, Confédération syndicale internationale*

# APRECON 2011: La population d'abord : le Promouvoir les droits hum



ISU

Délégué(e)s de l'ISU à l'APRECON, Sydney, Australie.



KHU

Message de solidarité d'Asie-Pacifique.

L'Internationale des services publics a tenu sa 12<sup>ème</sup> Conférence régionale pour l'Asie-Pacifique (APRECON) à Sydney, en Australie, du 17 au 21 octobre 2011. Plus de 200 délégué-e-s issus de 22 pays se sont rencontrés pour discuter des services publics et des droits syndicaux sur le thème « *People First—Quality Public Services Are Key* » (La population d'abord : les services publics de qualité sont indispensables).

Les ateliers ont porté sur des sujets très variés, notamment l'incidence de la crise économique sur les femmes, le rapport entre la hausse du travail précaire et la privatisation des services publics, le rôle des services publics dans la préparation du pays aux catastrophes et dans la remise en état du pays – au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande –, la promotion des droits humains et syndicaux dans certains pays, notamment aux îles Fidji, en Corée et en Indonésie.

Les délégué-e-s ont participé à un plan d'action de cinq ans dans la région Asie-Pacifique de l'ISU visant les objectifs suivants : améliorer le financement des services publics grâce à un système d'imposition juste – notamment une taxe sur les transactions financières –, fournir des emplois décents et stables au lieu de contrats précaires faiblement rémunérés, inverser les tendances de la privatisation en œuvrant pour la valeur économique et sociale des services publics, défendre les droits humains et syndicaux.

« Nous estimons que les services publics de qualité sont indispensables au développement démocratique, social et économique des nations, au bien-être des citoyens et des citoyennes et à la protection de l'environnement, déclare Peter Waldorff, le Secrétaire général de l'ISU. Les services publics de qualité sont essentiels pour atteindre les objectifs d'équité, d'égalité et d'égalité des chances, notamment pour les femmes. »

Lors des discussions tenues dans le cadre de la conférence, il a

# Les services publics de qualité sont indispensables pour le plein emploi et le travail décent en Asie-Pacifique



Membres du Réseau des jeunes d'Asie-Pacifique.

notamment été souligné que la plupart des nations n'auraient pas de déficits, donc pas de nécessité de réduire les services publics, si les entreprises irresponsables et les personnes très riches devaient répondre de leurs agissements et payaient leur juste part d'impôts. En outre, les réductions des services publics diminuent la possibilité des travailleurs/euses et de leur famille de bénéficier de ces services. Et en cas de privatisation des services publics, les études montrent que le transfert de richesses des citoyens/ennes vers les entreprises privées entraîne une perte de la responsabilité démocratique et de la transparence, ainsi qu'une baisse de la qualité et de l'accès aux services.

« Nous vivons des moments vraiment difficiles et déplorables. Des années de mondialisation dictée par les entreprises, de capitalisme effréné, de libéralisation et de privatisation ont engendré une succession de crises, auxquelles les plus vulnérables et les plus marginalisés d'entre nous paient le plus lourd tribut. Nos modèles de développement actuels n'ont fait qu'aggraver l'exclusion, la pauvreté, la migration forcée, le travail précaire et le changement climatique. Nous avons besoin d'un nouveau paradigme. Nous avons besoin d'alternatives. Nous avons besoin de rompre ce cycle d'injustice et de folie. La population doit passer en premier, c'est-à-dire avant les bénéficiaires et les entreprises. Et dans cette lutte pour un monde meilleur, les syndicats du secteur public jouent un rôle primordial, » affirme Annie Geron, Secrétaire générale de PSLINK et Coprésidente exécutive régionale pour l'Asie-Pacifique.

« Maintenant, nous devons créer un nouveau paradigme. L'investissement dans les services publics doit être la priorité, et non l'investissement dans une économie de casino. Le grand séisme de l'est du Japon nous a obligés à reconnaître l'importance des services publics en cas de catastrophes naturelles, » déclare Hideaki Tokunaga, Président de JICHIRO et Coprésident de l'APREC. ■



Taupisioletoga Faamau, PSA, Samoa, et Sundari Tiruppattur Venkatarao, AIAIASP, Inde.

# Investir dans les services publics avant

Le 28 avril 2011, Journée commémorative des travailleurs(euses), l'ISP a publié un communiqué rendant hommage aux travailleurs(euses) blessés ou tués alors qu'ils sauvaient des vies dans des situations d'urgence ou de catastrophe. Cette déclaration appelait également les Nations Unies, ses institutions concernées, les gouvernements et les ONG à collaborer avec les syndicats pour améliorer les infrastructures de prévention et d'intervention au niveau régional et national, et pour que les urgentistes soient informés et équipés pour faire face à tout type de catastrophe.

Les personnels publics sont les premiers sur les lieux en cas d'urgence. Les secouristes, les soignants et les personnels de la distribution d'eau et d'énergie risquent leur vie et leur santé au service de la collectivité. L'investissement dans une sécurité publique solide, dans des personnels formés et équipés correctement et dans des services publics de qualité, est indispensable pour réduire les risques, réagir et reconstruire. Des normes de construction adéquates permettent d'éviter des blessures et décès en cas d'accident. Un urbanisme bien pensé peut réduire les risques lors de catastrophes naturelles. Et une fonction publique bien formée et des services de santé et d'urgence vigoureux peuvent intervenir rapidement et efficacement pour aider la population pendant et après une catastrophe.

## Soutien aux personnels qui reconstruisent le Japon

Les fonctionnaires japonais travaillent toujours d'arrache-pied pour reconstruire les villes dévastées par le séisme et le tsunami sans précédents qui ont frappé la côte est du pays le 11 mars 2011 et entraîné l'accident nucléaire de Fukushima.

JICHIRO, le syndicat des personnels municipaux et préfectoraux affilié à l'ISP a mené un projet d'aide intensif de trois mois, envoyant au total 2700



Les secours publics en première ligne après le séisme et le tsunami qui ont frappé l'est du Japon.

intervenant(e)s dans la zone sinistrée. Fin juin, ceux-ci avaient assuré 19 000 jours-personnes d'intervention.

Les intervenant(e)s ont concentré leurs efforts sur la construction de services publics capables de résister en cas de catastrophe. Généralement, les projets d'urgence et de reconstruction sont montés par les autorités locales, mais vu les pertes dans les rangs public, cela n'a pas été possible. En outre, JICHIRO a répondu aux nouveaux besoins des victimes en assurant leur sécurité et en leur fournissant de la nourriture et un toit, en les aidant pour les demandes de logement temporaire, etc.

Le suivi psychologique des victimes et des secours est aujourd'hui une préoccupation vitale. Hideaki Tokunaga, Président de JICHIRO, a déclaré : « Les fonctionnaires sont épuisés. Ils n'ont pas l'occasion de se reposer alors qu'eux aussi sont des victimes. »

Le 29 mai, le Centre pour enfants du Syndicat des fonctionnaires de Sendai a organisé une conférence intitulée Le séisme et ses conséquences psychologiques pour les enfants, lors de laquelle ont été présentés des témoignages de familles rencontrées dans les zones sinistrées. L'accent a été mis sur l'impératif de suivi psychologique et de confiance mutuelle, et sur l'accompagnement des prestataires de soins.

Tokunaga a évoqué la lourde et douloureuse tâche des pompiers et autres personnels chargés de la recherche des victimes. Il a insisté sur l'importance de l'accompagnement psychologique et du

suivi de l'état de santé de ces personnels, et a réclamé des dédommagements financiers pour les activités extrêmement éprouvantes sur le plan psychologique.

Le Bureau de liaison des fonctionnaires a préparé un manuel pour les personnes qui ont prodigué 1000 heures d'aide post-catastrophe après le séisme et le tsunami de Tohoku en 2011. Celui-ci est maintenant une lecture obligatoire pour tout le personnel ayant participé aux opérations de secours.

Tokunaga a aussi pointé du doigt la réduction des effectifs publics, qui a empêché une réponse adéquate à la catastrophe. « Quand nous avons demandé le soutien de municipalités non touchées, elles manquaient souvent des ressources financières et humaines nécessaires ». Il a par ailleurs indiqué qu'il était tout particulièrement difficile de trouver des personnels spécialisés pour les soins infirmiers et l'accueil des enfants.

La route est encore longue. Les fonctionnaires s'emploient toujours à réparer les dégâts, tout en cherchant à reconstruire le pays en créant une société fondée sur la solidarité et l'entraide. Les affiliés de l'ISP du monde entier continuent de les soutenir.

## Solidarité après les catastrophes en Nouvelle-Zélande et en Australie

La Nouvelle-Zélande a connu une catastrophe naturelle de grande ampleur lors du violent séisme qui a frappé la ville de Christchurch le 22 février 2011,

# que le désastre n'arrive



JICHIRO

faisant plusieurs centaines de victimes et détruisant de nombreux bâtiments. Un don de 20 000 EUR a été versé par le Fonds d'aide de l'ISP. Notre Secrétaire général, Peter Waldorff, a déclaré : « Nous rendons hommage au courage des secouristes et de tous les bénévoles, dont les nombreux fonctionnaires qui ont travaillé sans relâche pour venir en aide aux victimes, leur apportant de nombreuses formes de soutien. »

L'Australie a également connu de

graves inondations dans la province du Queensland en janvier dernier. Des milliers de fonctionnaires ont travaillé jour et nuit pour sauver des vies, aider celles et ceux qui ont tout perdu et protéger les biens publics. La Secrétaire nationale de notre affilié *Community and Public Sector Union*, Nadine Flood, a déclaré : « Nos membres prennent au sérieux la mission qui est la leur lors de catastrophes naturelles. Ils sont fiers de jouer un tel rôle dans le processus de reconstruction. » ■



CUPE

Sarah Belanger, Représentante de l'AFPC, Claude Généreux, Secrétaire national-trésorier du SFCF, Dukens Raphaël, Secrétaire général de la CTSP, et d'autres membres de l'ISP, posent la première pierre des nouveaux locaux syndicaux.

## Solidarité pour la reconstruction des bureaux de la fédération syndicale haïtienne

**E**n mars 2011, une délégation du Syndicat canadien de la fonction publique et de l'Alliance de la fonction publique du Canada s'est rendue en Haïti pour le coup d'envoi de la reconstruction des bureaux de la confédération syndicale.

La CSTP, confédération de 12 syndicats des secteurs public et privé, avait vu ses bureaux détruits par le séisme du 12 janvier 2010. Depuis, son personnel était contraint de travailler sous tente.

Cette reconstruction est financée par le SFCF et l'AFPC, affiliés de l'ISP, mais aussi d'autres syndicats canadiens comme l'Union internationale des employés des services, le Syndicat de la fonction publique du Québec et l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux.

La délégation a également rencontré l'ingénieur haïtien responsable du chantier. Elle a rapidement constaté qu'un véhicule s'avérerait indispensable non seulement pour les travaux, mais aussi pour les actions syndicales à long terme de la CTSP. Le coût du projet de reconstruction est estimé à 100 000 USD.

La délégation canadienne a par ailleurs dispensé une formation sur la gestion financière syndicale à 15 responsables syndicaux locaux.

Le Secrétaire Général de la CTSP, Dukens Raphaël, a déclaré : « C'est avec beaucoup de satisfaction et de solidarité que nous recevons cet appui. Nous sommes ravis que ce projet entre dans sa phase d'exécution. » ■

*Par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et l'Alliance de la Fonction publique du Canada.*

# Ouverture d'un dispensaire syndical en Haïti

**P**our beaucoup, c'est un rêve devenu réalité. Le 15 août 2011, la *Workers Solidarity Clinic* a ouvert ses portes à Port-au-Prince, en Haïti. Plus de 130 femmes et enfants s'y sont pressés.

« Cette première semaine a été très intense » a expliqué Mari Cordes, Présidente de la *Vermont Federation of Nurses and Health Professionals*, qui faisait partie des cinq professionnel(le)s de la santé venus appuyer ce projet dans le cadre de la *Vermont Medical Response Team*. Plusieurs infirmières haïtiennes et un médecin étaient également présents.

Ce dispensaire est le fruit d'un engagement à long terme de la VFHNP en Haïti. Après le tremblement de terre qui a dévasté l'île en janvier 2010, des centaines de personnels soignants et bénévoles ont accouru en Haïti sous la bannière de la VFHNP pour y dispenser des soins, bien décidés à mettre en place des solutions durables dans ce pays ravagé. La VFHNP est revenue en Haïti pour une visite d'évaluation en juillet-août 2010, et est arrivée à la conclusion qu'un dispensaire géré par un syndicat s'avérerait très utile aux syndicalistes, à leurs proches et à la collectivité en général.

Initialement, ce dispensaire prodiguera des soins maternels et pédiatriques, des vaccins et des soins préventifs pour les membres de la Confédération des travailleurs(euses) des secteurs public et privé en Haïti (CTSP) et leurs proches. Ces services contribueront à renforcer les capacités de la CTSP et de ses affiliés de la santé en mettant en relation les syndicats et leurs membres au travers du dispensaire. Ce dernier contribuera également à renforcer les compétences des syndicalistes car des membres de la CTSP suivront une formation d'assistant(e)s médicaux.

« La santé est un service public indispensable à la croissance et au développement de notre pays » a expliqué Dukens Raphaël, Secrétaire général de la CTSP. « Cette formation aidera



En Haïti, la *Workers' Solidarity Clinic* a accueilli ses premiers patients en août.

nos membres à prodiguer des soins de qualité à la population haïtienne. »

La VFHNP soutient ce projet avec l'aide de l'ISP et de son affilié haïtien CTSP. Ce dispensaire a aussi été financé par les fonds reçus du Centre de solidarité AFL-CIO, du *New York State United Teachers* et de l'*American Federation of Teachers*, et des dons individuels. Eric Klein et l'association *Can-Do.Org* ont financé le dôme du dispensaire. Les bénévoles qui se sont rendus en Haïti ont apporté leur pierre à l'édifice en prenant en charge leurs frais et billets d'avion.

La VFHNP prévoit d'envoyer des équipes de cinq à sept personnes du Vermont et d'autres États dans ce dispensaire, qui devrait ouvrir une semaine par mois. « Nous avons conscience que les choses ne changeront pas du jour au lendemain en Haïti, mais nous sommes heureux de ces premiers résultats » a expliqué Cordes, qui espère que d'autres dispensaires s'ouvriront en Haïti.

Les affiliés de l'ISP sont invités à effectuer des dons, en fournitures ou en services, pour ce dispensaire. Pour des informations complémentaires, veuillez contacter la CTSP : [ctsp Haiti@yahoo.fr](mailto:ctsp Haiti@yahoo.fr) ou le Bureau sous-régional de l'ISP aux Caraïbes : [psicaribbean@sunbeach.net](mailto:psicaribbean@sunbeach.net). ■

*Sandra Massiah, Secrétaire sous-régionale de l'ISP dans les Caraïbes*

## Vidéos « Le bon sens des aiguilles » pour les personnels de santé

Produites par l'ISP, ces nouvelles vidéos ont été filmées par nos affiliés sud-africains des services de santé. Le DVD est disponible en anglais/français/portugais. Pour vous le procurer, contactez la Responsable Santé de l'ISP, Odile Frank [odile.frank@world-psi.org](mailto:odile.frank@world-psi.org).

Les vidéos sont aussi disponibles sur Vimeo ou YouTube :

<http://vimeo.com/user6551614/videos>  
[www.youtube.com/user/PSIglobalunion](http://www.youtube.com/user/PSIglobalunion)



# Accords entre l'ISP et les multinationales

**D**epuis quelques décennies, les multinationales assoient leur influence tant dans le public que dans le privé. Une vague de privatisations et de compressions budgétaires déferle sur le monde. Les syndicats de la fonction publique tentent d'y faire barrage, mais la tâche est ardue.

Si l'ISP estime toujours qu'il revient à la fonction publique de dispenser les services vitaux pour la collectivité, elle reconnaît aujourd'hui qu'elle doit traiter avec les multinationales quand elles s'implantent dans le secteur public. En 2007, elle a adopté une nouvelle politique sur les multinationales lors du Congrès de Vienne, avec des résolutions sur le suivi des activités des multinationales et des pressions en faveur d'une réglementation accrue. Ces enjeux feront pour sûr l'objet de discussions lors du Congrès de Durban en 2012.

L'ISP a amorcé des négociations avec la multinationale française GDF SUEZ en 2009. Le groupe emploie plus de 200 000 personnes de par le monde dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, du gaz, de l'infrastructure et de l'environnement. Les négociations ont été menées avec deux autres fédérations syndicales internationales, l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois et la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses, qui comptent toutes deux des affiliés représentant des personnels de filiales de GDF SUEZ.

L'accord conclu est considéré comme un modèle du genre. En novembre 2010, le Secrétaire général de l'ISP y a apposé sa signature, après examen et approbation du Conseil exécutif. L'accord s'applique à l'ensemble des filiales, personnels, sous-traitants et fournisseurs, actuels et futurs, de GDF SUEZ ; il engage la société à respecter les droits et la dignité des personnes en toutes circonstances, et à ne tolérer aucune fraude ou corruption.

La société reconnaît de grandes normes internationales comme la



Des accords multinationaux peuvent aider les travailleurs(euses) quand les services publics sont privatisés.

Déclaration universelle des droits de l'homme, les Principes directeurs de l'OCDE et la Déclaration de l'OIT sur les multinationales, la Déclaration de l'OIT sur les droits fondamentaux au travail, et bien d'autres ; ces principes font partie intégrante de l'accord. GDF Suez garantit l'égalité de traitement indépendamment de l'âge, de l'origine raciale, de la nationalité, de la religion, de la culture, de l'orientation sexuelle ou des convictions politiques. Le droit de rejoindre ou de constituer un syndicat sera respecté, et il n'y aura pas de discrimination envers les personnels syndiqués ou les représentants syndicaux ou autres. GDF SUEZ facilitera l'accès des personnels aux représentants syndicaux, et fournira des informations sur ses activités aux syndicats pour soutenir le processus de négociation collective.

La préférence sera accordée à l'emploi permanent, direct et à durée indéterminée, sans recours excessif au travail temporaire ou occasionnel, et le faux travail indépendant sera interdit. GDF SUEZ et tous ses sous-traitants verseront des cotisations de sécurité sociale et de retraite quand la loi le prévoit. Les meilleures pratiques de santé et de sécurité au travail seront encouragées.

La société s'efforcera de préserver

les ressources naturelles et de protéger la biodiversité. Elle mettra en avant les technologies les plus efficaces pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, et, par ailleurs, elle appliquera des méthodes respectueuses de l'environnement pour la gestion des déchets générés par ses sites.

Les parties ont l'intention de conclure des accords de suivi dans des domaines plus spécifiques tels que les restructurations, la santé et la sécurité au travail, la formation, le développement durable et le réchauffement climatique. Cet accord comprend des volets spécifiques sur la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et les rapports, ainsi que le règlement des différends. ■

*Jürgen Buxbaum est responsable de l'administration publique et des entreprises multinationales à l'ISP*

# POUR LE TRAVAIL DÉCENT



art by: favianna.com

## SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ PASSONS A L'ACTION !

UNE CAMPAGNE DU CONSEIL DES GLOBAL UNIONS : BWI Building and Woodworkers International • EI Education International • IAEA International Arts and Entertainment Alliance • ICEM International Federation of Chemical, Energy, Mine and General Workers' Unions • IFJ International Federation of Journalists • IMF International Metalworkers' Federation • ITF International Transport Workers' Federation • ITGLWF International Textile, Garment and Leather Workers' Federation • ITUC International Trade Union Confederation • IUF International Union of Food, Agriculture, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations • PSI Public Services International • TUAC Trade Union Advisory Committee to the Organisation for Economic Co-operation and Development • UNI Global Union

[www.QPSActionNow.org](http://www.QPSActionNow.org)

